

LA GUERRE D'ALGÉRIE

PREMIÈRES MANIFESTATIONS DE MASSE



LE F.L.N. PREND L'INITIATIVE EN MÉTROPOLE

Jean FONTUGNE

APRÈS l'échec des manifestations algériennes en métropole, le F.L.N. passe à une autre forme d'agitation : les grèves de la faim dans les prisons, les évasions spectaculaires des camps d'internement.

Ces initiatives ne changent pas pour autant le calendrier que s'est fixé le général de Gaulle : avant six mois, la paix en Algérie.

Certes, la popularité du chef de l'État est au plus bas depuis son arrivée au pouvoir. Il peut à nouveau le constater au cours de son voyage en Corse, dans le Var et les Bouches-du-Rhône. Sa politique sociale est violemment critiquée à l'Assemblée nationale par les élus de la gauche, appuyés par les grèves, largement suivies, des fonctionnaires et des services publics.

Et pourtant, au cours de ce mois de novembre 1961, le gouvernement décide ou fait adopter par les parlementaires les projets du général de Gaulle : dissolution du Comité de Vincennes ; régime politique pour les Algériens arrêtés ; crédits pour la création d'une force locale qui sera mise « à la disposition du pouvoir provisoire quand il assumera la responsabilité de conduire le pays à la décision » ; crédits d'aide aux rapatriés.

Tout se passe comme si, déjà, représentants du G.P.R.A. et du président de la République avaient trouvé l'essentiel d'un accord. C'est d'ailleurs ce que laisse entendre le général de Gaulle aux quatre mille officiers réunis à Strasbourg, le 23 novembre.

Les délégations algérienne et française se retrouveront d'ailleurs quelques jours plus tard aux Rousses, où seront préparés — avec quelque hâte — les « accords d'Évian ».

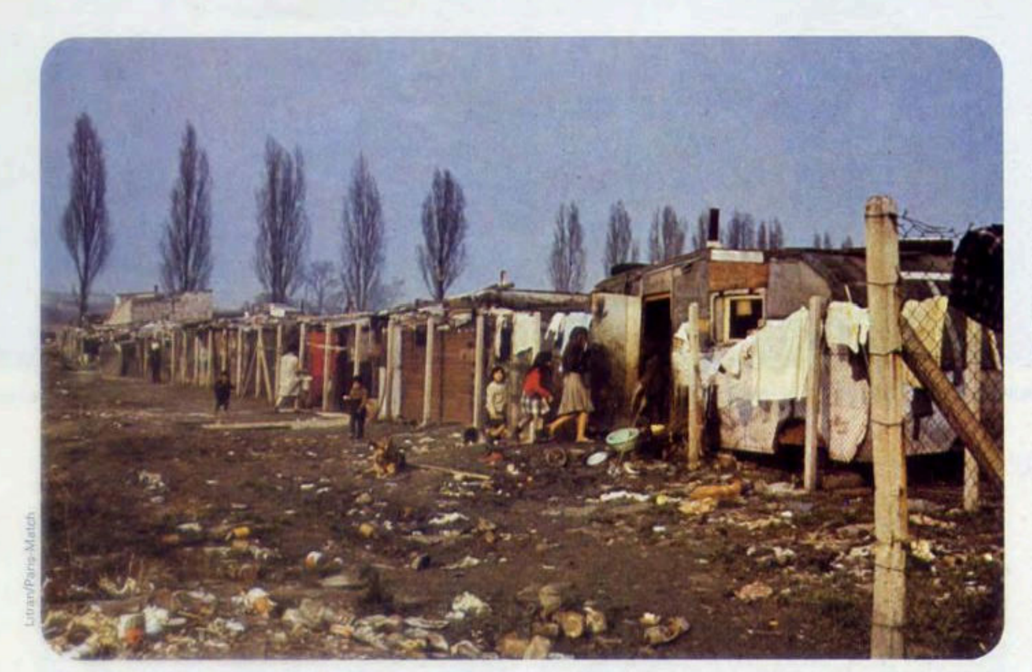
Le démantèlement de l'O.A.S. en métropole et en Algérie commence après l'arrestation d'un haut cadre de liaison à son arrivée à Maison-Blanche.

Le président de la République est maintenant plus particulièrement intéressé par les problèmes internationaux, notamment la définition du statut de Berlin, qui l'oppose aux présidents Kennedy et Adenauer.

J. F.

Sommaire n° 101 - Historia magazine n° 349

LE SANG COULE A PARIS







QUEL n'est pas l'étonnement des Parisiens sortant, ce soir-là, des cinémas des Champs-Élysées en voyant déferler sur les trottoirs des vagues de Nord-Africains surgissant en flots compacts des bouches de métro. Ceux-ci ont à peine le temps de se regrouper que les voilà bientôt environnés et canalisés par des policiers en uniforme qui les poussent vers des enclos formés de barrières métalliques, les obligeant à mettre les mains en l'air ou derrière la nuque.

La scène se passe le 17 octobre 1961. Il est environ 19 h 30 et il pleut par intermittence sur la capitale. Mais les intempéries n'ont pas découragé pour autant les 20 000 à 30 000 travailleurs algériens de la région parisienne qui viennent, à l'appel de la Fédération de France du F.L.N., protester contre le couvre-feu auquel ils sont soumis dès 20 h 30. Le gouvernement du général de Gaulle a pris cette mesure pour enrayer la vague de méfaits qui déferle en métropole. Or, pour le demi-million d'Algériens vivant en France, il s'agit là d'une nouvelle brimade s'ajoutant aux fréquentes perquisitions et arrestations dont ils s'estiment trop souvent les victimes.

C'est alors que le F.L.N., qui tient solidement en main ses troupes, soit par la

Les bidonvilles, qu'ils soient à Nanterre ou à Puteaux, offrent le même aspect de misère et de désolation : des cabanes à lapins entassées sur des terrains vagues que les pluies d'automne transforment généralement en bourbiers. Là vivent des milliers de Nord-Africains.

persuasion, soit par la terreur, décide d'organiser une manifestation massive pour ce 17 octobre. Les consignes en sont toutefois sévères : pas de drapeaux, pas de banderoles, pas d'armes non plus; rien qui puisse provoquer une réaction violente de la part des forces de l'ordre.

Place de la Concorde, place des Ternes, avenue Mac-Mahon, avenue Hoche, rue de Courcelles, partout où ils débouchent du métro, les Algériens sont appréhendés sur-le-champ et sommés d'obtempérer, les mains en l'air. A la Concorde, le pistolet menaçant, les policiers les alignent contre les grilles de l'hôtel Crillon. La pluie dégouline dans le cou et sur le dos des malheureux qui, de temps à autre, reçoivent coups de pied et coups de crosse. Parfois l'un d'eux s'effondre au milieu de l'indifférence générale.

Rive gauche. Il est environ 20 h 30 lorsqu'une colonne descend le boulevard Saint-Michel. Là aussi, les forces de l'ordre veillent. Leurs cars, camions et camionnettes stationnent en longues files contre les trottoirs, pare-chocs contre pare-

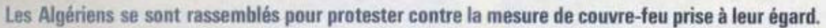


Les Algériens se sont rassemblés pour protester contre la mesure de couvre-feu prise à leur égard.



Des meneurs encadrent les manifestants et les canalisent en cortège serré.

les gens courent en hurlant, pris de panique



chocs. Avant d'avoir atteint la place Saint-Michel, les Algériens sont « cueillis » et entassés pêle-mêle dans les véhicules. Ils repartent, lourdement chargés, sous l'œil ahuri des passants qui voient bras et jambes bringuebaler par les fenêtres au gré des secousses et des cahots.

Tout se déroule selon le plan prévu par Roger Frey, ministre de l'Intérieur, qui a quadrillé Paris avec 7 000 policiers et C.R.S. auxquels il faut ajouter les effectifs des harkis algériens qui ont pris place au pont de Neuilly, barrant la route aux habitants des bidonvilles de Nanterre et de Puteaux. Et c'est par là que le drame commence : face à la houle mouvante des manifestants et apeuré sans doute par un geste trop brusque, un harki perd la tête et tire. La rafale de son pistolet mitrailleur tue un gamin de quinze ans. Des coups de feu sont aussitôt échangés de part et d'autre; une mêlée confuse s'ensuit. Bientôt, pourtant, un flottement se dessine dans la masse des manifestants et le cortège reflue.

C'est toutefois au centre de la capitale que la manifestation va se transformer en sanglante échauffourée. Il n'est pas encore 21 heures lorsque plusieurs cortèges se rejoignent sur les grands boulevards, convergeant vers le carrefour Strasbourg-Saint-Denis. Ils sont environ 1 500 à 2 000, hommes, femmes et enfants, certains en bas âge que leurs mères portent derrière le dos; il y a aussi des vieillards et quelques femmes d'origine européenne.

L'arme au poing

Encadrés par un service d'ordre qui les maintient sur la partie droite de la chaussée et règle, de l'autre côté, la circulation des véhicules, les manifestants se mettent en marche. Leur allure est scandée par des battements de mains; des cris s'élèvent; parfois fuse le « you-you » strident d'une musulmane. Enfin, à intervalles réguliers reviennent les slogans repris par des milliers de poitrines : « Algérie algérienne! », « Libérez Ben Bella! », « Levez le couvre-feu! », « Vive le F.L.N.! ».

Il pleut toujours. Sur les trottoirs, les passants s'arrêtent, interdits, regardant s'écouler le flot en direction du carrefour Richelieu-Drouot. Mais, bientôt, la tête de colonne arrive à la hauteur de l'alignement monolithique des policiers en tenue de combat qui, depuis la bijouterie Clerc, située boulevard des Italiens, barrent les accès de la place de l'Opéra. Coiffés de leurs casques, revêtus de gilets pare-balles, l'arme au poing, ils forment un obstacle menaçant.

Il est alors 21 h 20. Des responsables du service d'ordre se détachent du cortège et viennent au-devant des gradés de la police. On parlemente. Les consignes des forces de l'ordre sont formelles : la place de l'Opéra est interdite. De fait, tous les musulmans qui, depuis 20 heures, y débouchent du métro sont alignés les mains au-dessus de la tête, contre les fourgons cellulaires. Le F.L.N. accepte de rebrousser chemin. Et la manifestation reprend, toujours dans l'ordre, en sens inverse. A son tour, le barrage se déplace en suivant la queue de la colonne. De nouveau, retentissent cris et slogans.

Soudain, vers 21 h 40, des cars de police et de C.R.S., toutes sirènes hurlantes, viennent doubler le cortège sur sa gauche. Les véhicules stoppent au carrefour des boulevards Montmartre et de Bonne-Nouvelle; aussitôt en jaillissent des poli-



A gauche : poursuivis, acculés à quelques recoins, délogés des portes cochères et poussés à coups de crosse vers les fourgons de la préfecture, les Algériens ne songent plus à crier « Libérez Ben Bella ». Ils cherchent plutôt à se faire oublier. Les arrestations sont nombreuses et, deux jours plus tard, les meneurs seront renvoyés par avion à leurs douars d'origine *(à droite)*.





Pour ceux-là, la « manif » est déjà finie.



Les forces de l'ordre sont en place, prêtes à intervenir.



Tout est prêt pour « embarquer » les contestataires...

ciers casqués, l'arme au poing. Une première charge a lieu entre le cinéma Rex et le journal *l'Humanité*, dont le rideau de fer est baissé: la crosse levée, les policiers pénètrent et disloquent le cortège. Les manifestants se sauvent en tous sens. Et l'irrémédiable se produit à ce moment-là : se croyant sans doute pris à partie par une vague de fuyards refluant aux abords de sa voiture, un chauffeur a dégainé son pistolet et a tiré. A cette détonation, d'autres font bientôt écho. Ce ne sont pas, hélas! des coups de semonce! Dès le début de l'affrontement, une Simca Aronde est criblée de balles; des blessés gisent sur la chaussée. En un instant, le désordre est devenu indescriptible et les gens courent, pris de panique, s'entrecroisent en hurlant.

L'attitude de la population est partagée, rarement indifférente. Il y a, bien sûr, ceux qui indiquent aux policiers tel ou tel musulman tapi ici ou là, dans un coin d'ombre. Le concierge du 23, boulevard de Bonne-Nouvelle a fermé à clef le porche de l'extérieur et demande des renforts :

— Ils sont au moins 150 avec des femmes à se cacher dans l'escalier de mon immeuble.

Les forces de l'ordre cernent les issues. Des policiers entrent prudemment dans l'immeuble et font sortir une dizaine de pauvres diables, les mains en l'air.

Mais beaucoup de passants sont indignés des brutalités policières. Certains couvrent la fuite des manifestants; d'autres n'hésitent pas à emmener des blessés dans leurs automobiles. Une fois la chaussée nettoyée, il ne reste plus, en effet, sur place que de pauvres loques humaines affalées à même le sol. Plusieurs corps sont allongés devant une terrasse de café; deux Algériens, inertes, gisent au pied d'un arbre dans une mare de sang; cinq autres corps s'entassent près d'une table de bistrot; de leur masse s'élève un râle léger.

Piétinés sur la chaussée

Les mains dans les poches, des badauds s'attroupent :

— C'est leur faute, ils l'avaient cherché!

— Mais, monsieur, ils n'étaient pas armés!

— Si! Ce sont eux qui ont tiré les premiers sur le fourgon.

— Permettez, j'étais là. Ils se sauvaient et cherchaient refuge dans les immeubles quand la police a tiré.

Pendant ce temps, la noria des véhicules de police continue d'emmener les manifestants vers les différents commissariats de la capitale. Peu à peu, le boulevard de Bonne-Nouvelle se vide. Vers minuit, les agents casqués, l'arme au poing, restent maîtres du terrain. Discrètement, les responsables du F.L.N. sont venus chercher leurs blessés et leurs morts. Sous la pluie qui ne cesse de tomber, les flaques de sang se diluent et s'écoulent dans les caniveaux.

Mais pour les manifestants amenés dans les commissariats de quartier commence une longue nuit de peur et de souffrance. Du côté de la place Clichy, ils sont 200 à 300, serrés comme harengs en caque dans un sombre réduit. A un moment donné, une lance d'incendie débouche d'un orifice et inonde le local. Trempés, barbotant dans l'eau jusqu'aux chevilles, ils vont rester ainsi jusqu'au lendemain matin, debout les uns contre les autres, tremblants de froid.

Au commissariat du Val-de-Grâce, une gamine, les yeux agrandis par la terreur, voit sa mère frappée à coups redoublés :

— Salope! on te crèvera, on te videra comme un lapin! Dis Algérie française, salope!

— Vive l'Algérie indépendante, vivent mes frères! gémit la malheureuse. Tu peux ▶





Liran/Paris-Match

Ils ont retrouvé leur bidonville. Mais les brutalités parfois inutiles du service d'ordre pousseront un certain nombre de « tièdes » dans les bras du F.L.N.

à l'aube, la femme est jetée sur le trottoir

me tuer, souffle-t-elle au policier, mais je ne dirai pas autre chose.

C'est au tour de la fille maintenant d'être prise à partie à grands coups de pied dans le ventre. A l'aube, tel un paquet de linge sale, la mère est jetée sur le pavé. Trois jours après la manifestation, elle n'aura toujours pas revu son enfant. Dans un autre commissariat, un gradé lance à la cantonade :

— Il y en a déjà six de crevés!

Crevés par balles, piétinés sur la chaussée ou tout simplement balancés « au bouillon »? Les Algériens ont, en effet, véhémentement accusé les policiers d'avoir jeté certains des leurs à la Seine. Si peu d'entre eux savaient nager et l'eau était si froide que — noyade ou hydrocution — c'était pour eux la mort certaine. Les corps repêchés plusieurs jours après, on ira trouver les coreligionnaires de ces malheureux :

— Votre copain a été foutu au bouillon. S'il y en a qui veulent aller reconnaître son corps à la morgue.

Le lendemain, mercredi 18 octobre, le F.L.N. lance une seconde manifestation de masse. Mais la commotion de la veille a été si forte que les mots d'ordre rencontrent peu d'écho. Ils sont tout juste 4000 qui défilent à Nanterre et à Colombes. Si l'on en croit les rapports de police, leur nombre ne dépasse pas 1 500 individus qui, pressés et contraints de se rassembler, sont poursuivis par les meneurs à coups de bâton. Quoi qu'il en soit, là encore, des heurts sanglants les opposent aux forces de l'ordre. Des balles essuyées par un car de la préfecture engendrent une riposte immédiate. Deux tués et deux blessés chez les manifestants, un brigadier blessé s'ajoutent aux deux tués et 64 blessés officiellement dénombrés la veille, ainsi qu'aux treize policiers blessés et au passant frappé mortellement boulevard de Bonne-Nouvelle.

Parqués au Palais des Sports

Pour renforcer l'appareil policier et prévenir une aggravation des manifestations, le gouvernement dépêche sur Paris six compagnies de C.R.S. et quatre escadrons de gendarmerie stationnés en province.

Roger Frey, commentant la répression, déclare :

— Ce que j'ai fait, je le ferai encore.

En attendant, 11 500 Algériens ont été appréhendés, soit près de la moitié des effectifs ayant participé aux manifestations. 7 800 sont parqués au Palais des Sports, 2 800 au stade de Coubertin et 860 à Vincennes. Enfin, 500 musulmans, classés comme meneurs ou dangereux, sont refoulés, le jeudi 19, par avion, vers leurs douars d'origine.

Plus qu'un bilan comptable, c'est avant tout un bilan psychologique qu'il convient de dresser à l'issue des tragiques journées des 17 et 18 octobre. Les brutalités policières ont-elles été gratuites ou bien ont-elles pour origine le fait que les manifestants étaient armés? Le débat paraît impossible à trancher. On a parlé de coups de feu échangés au pont de Neuilly mais seulement de coups de feu tirés sur le boulevard de Bonne-Nouvelle. En fait, ce qui importa surtout, ce furent les méthodes employées par les forces de l'ordre, dirigées à l'époque par Maurice Papon, préfet de police : il y eut tout d'abord le principe de responsabilité collective appliqué à une masse de travailleurs, pauvre dans son ensemble, à l'emploi souvent précaire et aux conditions de travail parfois dures et insalubres. Il y eut ensuite les brutalités et les morts inutiles qui firent basculer tant de tièdes et d'hésitants du côté de la révolution.

Comment n'en eût-il pas été ainsi? Il suffisait, ce 17 octobre, d'avoir la peau basanée, la chevelure noire et bouclée et la prunelle sombre pour être traité en paria et persécuté. Des Nord-Africains mariés à des Françaises métropolitaines, vivant depuis de nombreuses années à Paris et qui avaient pu oublier leur appartenance à une autre ethnie se rappelèrent ce soir-là cruellement combien ils étaient différents, étrangers, ennemis même.

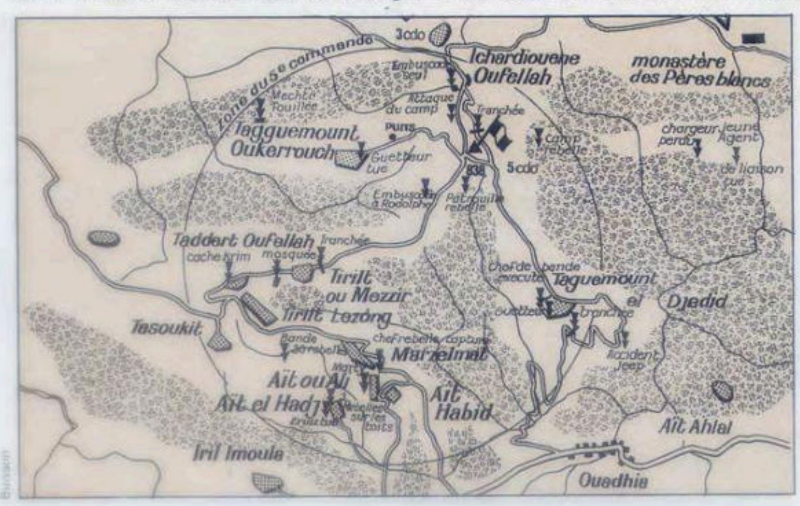
Alors, à la peur s'ajouta la haine. Au lendemain des manifestations, ils seront plusieurs milliers à pouvoir remplacer les manquants dans les cadres de l'organisation politico-administrative du F.L.N. Ainsi le G.P.R.A. aura-t-il remporté une grande victoire psychologique. H

Denis BALDENSPERGER

LES "JUSTICIERS"



Le 11[e] « choc » s'entraîne dans les montagnes corses avant de s'embarquer pour l'Algérie. C'est le « stage guérilla ». Après, ce sera la Kabylie...





Ci-dessus à gauche : carte du secteur opérationnel pour le bataillon. Un secteur mauvais, que visitent très souvent les bandes de maquisards. *Ci-dessus à droite* : deux hommes du bataillon. Cordier *(à gauche)* tombera au cours d'une embuscade. Un certain nombre d'habitants des villages renseignent les *djounoud* sur les déplacements des Français. Ils ont des guetteurs partout, qui donnent l'alerte lorsque les hommes du bataillon partent en opération.

TADDERT-OUFELLAH, Taguemount-ed-Djedid et Taguemount-Oukerrouch sont trois villages formant un triangle qui encadre notre piton. Au pied de Taddert-Oufellah se trouve un hameau du nom de Tirilt-ou-Mezzir.

Nous savons par renseignements que le village est visité très souvent par les rebelles et pas mal d'habitants marchent avec eux. Il nous est difficile de le contrôler, les bandes de passage qui le rançonnent prennent toujours soin de parsemer les abords de guetteurs, véritables signaux d'alarme. Ce type de combattant est la bête noire de l'éclaireur de pointe. Nous nous y rendons en serrant les fesses. Des femmes, la cruche sur l'épaule, nous regardent passer avec un air de bête traquée; des chiens efflanqués aboient devant nous, des gosses courent de rocher en rocher, poussant des cris inarticulés.

Nous traversons la place principale où le barbier, debout, rase un vieux pépère tout courbé; il est assis sur un tabouret et ses ustensiles, fort rudimentaires, sont posés sur une pierre plate. Les camions ralentissent dans une plainte stridente, crachant la poussière sur les témoins curieux, puis s'arrêtent.

Devant le scout-car, en tête, il y a une énorme tranchée sur la route qui prend toute la largeur. L'ordre nous est donné

ils courbent l'échine

de monter avec quelques autres, au village, mobiliser tous les hommes valides ainsi que l'outillage disponible pour combler la tranchée. C'est alors une véritable kermesse, les femmes « ne causent pas français », les hommes se disent malades et il faut hausser le ton et même remuer un peu les culasses de nos armes pour qu'ils se décident à venir.

Les soldats descendent des camions. Ils discutent en bordure de route, plaisantent et d'autres commencent à sortir des appareils photographiques. Le tout est très coloré, entrecoupé de bruits métalliques dus aux pelles et aux pioches. Ce ne sont que halètements et plaintes des hommes fatigués; on n'en finit pas, il faut crier, menacer...

L'un d'eux, n'y tenant plus, se met à clamer :

— Le jour, c'est vous, la nuit, c'est eux, ça ne peut plus durer! Ils jettent des pierres sur mon toit pour me réveiller et cognent à ma porte; ma femme et mes gosses sont terrorisés. Quand ce n'est pas pour creuser, c'est pour payer, dix mille francs chaque mois, et si on ne paie pas, ils vous coupent le nez, la fois d'après c'est l'oreille, ensuite on est pendu ou égorgé. J'en ai assez!

— Oui, et ils nous prennent nos fils pour le maquis; si on refuse, ils les tuent.

— Mossieu, jé né poplou trravailler, jé zoui toberrcoleux.

De ses pauvres mains osseuses, l'homme extirpe en tremblant de sa djellaba une vieille carte qu'il me tend :

— Mossieu le gradi, rrégarrdé mé mains, ji di ampôles!

Lamentations et cliquetis d'armes

La chanson alors s'étend, ce ne sont plus que lamentations, cliquetis d'armes. Ils courbent l'échine, rentrent la tête dans leurs épaules maigres comme de pauvres chiens abandonnés.

Les pioches causent de nouveau, nonchalantes; c'est triste à voir, je doute de moi, des autres, de mon gouvernement, du F.L.N., je ne sais plus, je ne comprends plus. « Qu'est-ce qu'on fout là, bon Dieu? Après tout, ils sont chez eux, nous pas!... »

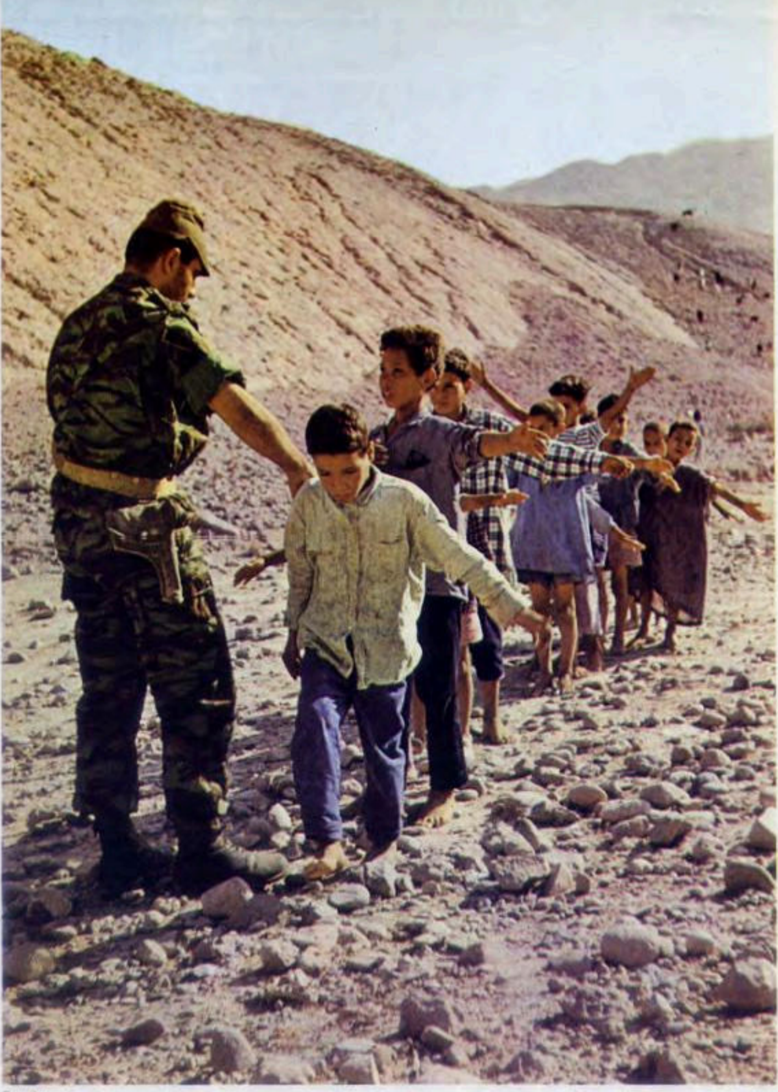
La tranchée est maintenant comblée et les hommes remontent le talus, las et résignés.

Un Kabyle avec une fine moustache, la tête noyée dans un turban crasseux, m'invite à venir prendre le café dans son gourbi; il est sympathique, le regard clair du montagnard, une hospitalité spontanée l'habite.

Je pénètre dans sa maison où toute sa famille s'empresse aussitôt autour de moi. « Kaouah? Kaouah? » La femme dépose sur quelques tisons rougis, au milieu de la pièce, une vieille boîte de conserve pleine d'eau et dispose à même le sol de petites tasses dont le fond est tapissé de noir. Je glisse aux enfants timides quelques concrètes de fruits poisseuses, reste d'une ration de campagne. Ils s'approchent un peu plus près et bientôt, alors que l'eau frissonne au feu, nous échangeons des gestes, des mots. L'un, douze ans à peine, a déjà un pied en France, l'autre au maquis, je le sens.

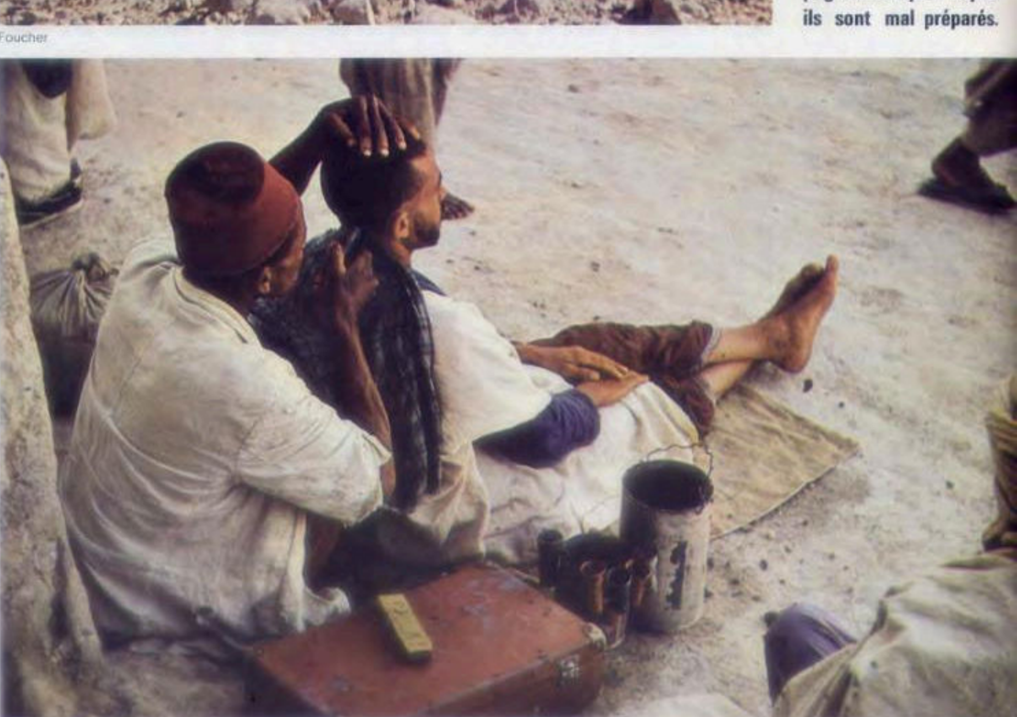
Le café est servi, épais et visqueux mais sentant bon.

Petit à petit, l'échange de mots se fait avec la femme qui, comme toutes, ne parle pas français; son époux fait l'interprète. Elle est très fière de m'expliquer que leur fils aîné est en France, chez



Foucher

Aucune guerre révolutionnaire ne peut se gagner sans l'appui de la population, et la guerre d'Algérie n'échappe pas à cette règle. « Tous ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous », telle est la devise des chefs des maquis. Mais il semble que cette devise ait été aussi adoptée par les Français. La méfiance, dans les deux camps, règne. Tout le monde est suspect : l'enfant qui mène ses bêtes aux champs, la femme qui revient de la corvée d'eau *(à droite)*, le vieillard sur son âne. Pour qui travaillent-ils? Les enfants font de parfaits messagers. Alors les soldats se méfient. Quand ils ratissent une région, ni les femmes ni les enfants *(à gauche)* n'échappent à la fouille. Un métier de policier que beaucoup font avec répugnance et pour lequel ils sont mal préparés.



Dr Ducarré

Médard

A gauche : **le « docteur » du village soigne un malade ; il lui pose des ventouses tout en lui massant le cuir chevelu. Entre deux « soins », quoi de plus facile que d'obtenir des renseignements sur ce qui se passe dans le village et ses environs, pour les communiquer ensuite aux maquisards du coin ?** *A droite :* **des soldats français, à leur tour, s' « informent ». Mais les renseignements sont difficiles à obtenir car l' « indic » court un gros risque. La cruauté des traitements infligés par le F.L.N. aux bavards est abominable.**



Laporte

Simca, à Nanterre. Il envoie tous les mois 20 000 francs. Ils vivent avec trois galettes et quelques figues, économisant le plus possible. Je revois ces Arabes que je rencontrais autrefois dans la banlieue parisienne, derrière le pont de Bezons, parqués dans ces baraquements sordides et qui étaient là pour que leurs femmes, leurs parents, eussent un petit capital.

Des vieillards, nobles dans leur tenue blanche, arrivent, la poitrine bardée des décorations gagnées à Verdun, en 14-18. Ils sont là, silencieux, fiers, entre les femmes et les enfants, avec, en face, des groupes de combat de l'armée.

Les tournées de café se succèdent, on n'entend que France, Algérie, souffrance, paix, tranquillité...

Ces hommes devant nous sont sincères, tous paysans et petits commerçants, n'aspirant qu'à la paix de leur campagne où chaque champ est souillé par la botte du soldat ou du fellagha, comme au temps des serfs.

Au petit jour, nous prenons la direction de Taguemount-ed-Djedid en faisant un large crochet par les crêtes, de façon à boucler le côté qui nous est réservé, sans être vus des habitants. D'après certains renseignements, nous devrions tomber sur des éléments F.L.N.

En file indienne, nous avançons le long des crêtes, décrivant depuis le piton une large courbe qui nous amène finalement en face du village, sur le haut d'un grand talweg escarpé. Noyé dans les brumes matinales, le village respire doucement et un halo le traverse de part en part comme une grande épée.

Chacun assis sur un morceau de pierre, nous écoutons palpiter Taguemount comme les enfants regarderaient une ruche.

Par la gauche, sur le sentier menant aux gourbis, le 6e commando s'étire comme une rangée de soldats de plomb. Le lieutenant a un haut-parleur portable et s'adresse aux villageois d'un ton persuasif : « Habitants de Taguemount-ed-Djedid, nous allons fouiller vos gourbis. Vous êtes encerclés et personne ne peut s'échapper. Tout homme pris en train de fuir sera ▶

sur la crête, chacun se baisse un peu plus, crispé, l'œil aux aguets, l'or

abattu! Gardez votre calme et restez chez vous. »

Sur la crête, chacun se baisse un peu plus, l'œil aux aguets, l'oreille tendue, prêt à tirer sur les fuyards. Là-haut, l'officier est entré avec son commando et l'on entend maintenant les coups dans les portes, les plaintes des femmes, les jurons des hommes.

Ça braille, ça piaille, des poules surgissent, effarouchées, à la sortie des ruelles. Derrière le village, les armes crépitent brusquement, arrêtant un fuyard.

Nous atteignons la place, où une foule bigarrée fait cercle. Tout autour, des parachutistes et, au milieu, deux Kabyles; l'un doit avoir dans les soixante ans, petit, visage ridé comme un pruneau, l'autre, grand et jeune, trente ans peut-être. Le vieux est le chef et l'autre son bras droit; on vient de les prendre, cachés dans le ravin; avec eux, un stock d'armes et de treillis. Le gros de la bande a pu s'enfuir à temps et, chose rare, c'est le gratin qui tombe entre nos mains. Ils sont du village même et la famille attend parmi la foule.

La foule gronde

Un sous-officier leur demande : « Combien étiez-vous, où est votre camp? »

Le vieux, imperturbable, reste les dents serrées; le jeune, le regard inquiet, ne bouge pas. Un pistolet mitrailleur redresse le cou, crachant brutalement la mort sur les deux hommes, qui roulent au sol, convulsivement, comme des poissons sur la berge.

La foule gronde, pleure, on les pousse dans la ruelle vers leurs gourbis. Les deux corps sont déposés sur deux claies de bambou et on va les mettre dans une cabane à la sortie du pays.

Par petits groupes, nous abordons les ruelles et la fouille des gourbis commence avec méthode.

Coups de crosse dans la porte basse, nulle réponse, appels, rien. A nouveau, appels, puis une voix d'outre-tombe nous parvient du fond de la maison... Des babouches qui se traînent... La porte s'entrouvre sur un homme chétif, sans âge, les yeux bouffis de sommeil, l'air hagard.

L'homme entre à nouveau dans sa cahute et va chercher sa famille. Je pénètre avec un camarade dans une cour et me dirige, à travers les flaques d'urine, les épluchures et les excréments épars, vers la porte principale. Nous avons un haut-le-cœur en entrant. L'odeur est insupportable, faite d'âne, de bouc, de vieille graisse et de sueur humaine; il fait très sombre, mais les lamentations d'une femme nous la situent facilement.

Elle est recroquevillée dans un coin, émergeant à demi d'un amas de tissus et de couvertures disparates, entourée de quatre ou cinq gosses apeurés. J'ai l'impression de surprendre au nid une couvée de poussins. Partout, des chats, des chiens, de la volaille, deux ou trois cruches dans l'autre coin.



Charbonnier/Réalités

Famille kabyle. Très hospitaliers, les Kabyles invitent volontiers les soldats français à boire une tasse de *kaouah*. On parle de la France, de l'Algérie souffrante, de la paix, du fils chez Simca.

A même le sol, des tasses gisant dans la fiente de poule et les tisons noircis. Dans l'encoignure les lamentations continuent, entrecoupées par la voix de l'homme qui, par instants, lance la même phrase : « Ji rrien, ji rrien doutou, ji ti jourre! »

La femme ne veut toujours pas sortir, elle s'obstine, se cabre derrière son mari qui la traîne vers la porte, désolée, meurtrie. Je me sens mal dans ma peau, parce que brutalement, je suis dans la sienne et je ne sais plus très bien ce que je dois faire.

Un autre gourbi...

— On y va, t'es prêt?

Pan pan pan! On cogne à la porte. Pas de réponse. Pan pan! Rien.

— Tudieu! s'ils n'ouvrent pas, je casse la lourde! Ouvrez! c'est les paras, on a ordre de fouiller vos baraques!

Rien.

— Vous allez ouvrir? Je vais faire cramer le gourbi!

Derrière la porte basse, des bruits confus, mais, déjà, celle-ci a cédé sous nos coups.

— Vite! la lourde, là-bas!

Je traverse la cour vide et surgis dans la pièce, le jour y pénètre et le noir se fait pénombre. A mes pieds, je devine des silhouettes entremêlées dans un tas de chiffons puants. Je saisis une main au hasard et tire dessus.

— Arrité, chif, arrité! Jy viens! jy viens!

Sous l'homme une longue plainte aiguë; j'aperçois une femme nue et lui, pareil, encore à demi accroché, qui se débat, honteux.

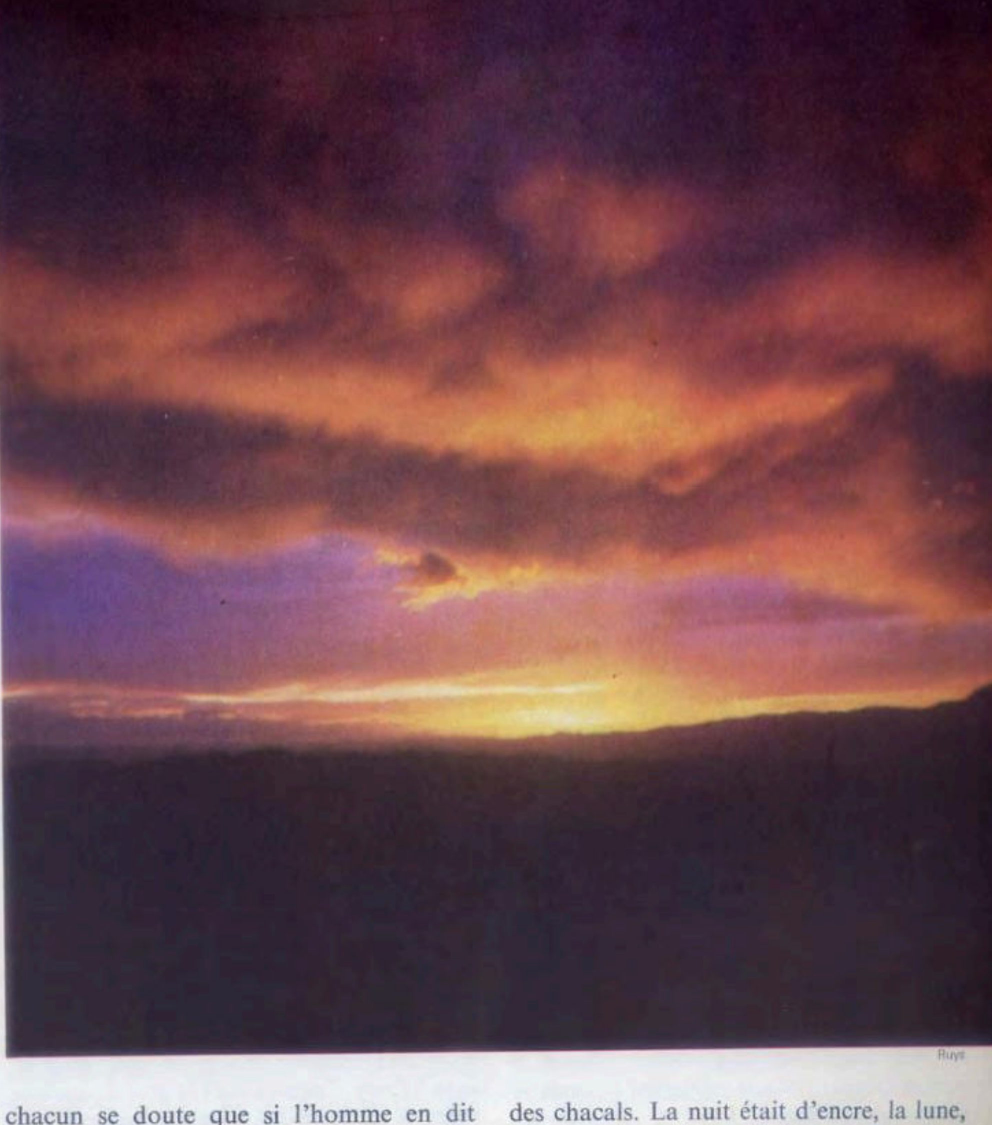
Tout tremblant, il tire nerveusement sur son pantalon qui ne veut pas monter; la femme, elle, gémit dans ses tissus où elle s'est entortillée et l'on ne voit que sa tête secouée par les sanglots...

Dehors, il fait presque jour et les hurlements des femmes résonnent de gourbi en gourbi.

Une vieille rabougrie et édentée retrousse sa robe avec un ricanement d'hyène; une autre nous montre d'un air fier le ventre bombé de sa fille très jeune, avec des « akra » répétés, ce qui veut dire enceinte.

Quelques soldats s'acharnent sur une porte close et nous leur donnons un coup de main. A la hache, la porte finit par éclater et nous nous trouvons à l'intérieur

...e tendue, prêt à faire feu



Coucher de soleil sur le Djurdjura : vision admirable ▶ qui fait oublier la guerre, son terrorisme aveugle et sa répression brutale. Mais avec la nuit viendra le temps des coups de main et des égorgements...

d'une épicerie minuscule mais bourrée de conserves; les boîtes sont alignées, perchées sur leurs rayons, nous narguant et c'en est trop pour nos estomacs vides. C'est la ruée. Chacun à l'aide de son poignard, fracture les boîtes, lampant à plein gosier le lait concentré qui dessine de la bouche à l'oreille des guirlandes jaunâtres.

La femme hurle et se roule par terre

De ruelle en ruelle, quelques armes sont récupérées, les propriétaires aussitôt emmenés auprès de l'officier de renseignements.

— Qui se sert de ces armes?

— Moi, je comprends pas qu'est-ce que vous voulez.

— Fais pas l'idiot, sais-tu qu'on peut te fusiller tout de suite pour avoir caché ces fusils?

— C'est pas moi, monsieur, c'est pas moi!

— C'est ma grand-mère peut-être?

— Je comprends pas, je comprends pas...

— Vas-tu répondre? Qui est venu chez toi?

— Monsieur, si je te dis, ils vont revenir pour me tuer.

— Dis la vérité, nous, on se charge du reste.

— Ils sont venus, ils m'ont menacé si je refusais de les cacher avec leurs fusils.

— Où sont-ils maintenant?

— Je ne sais pas!

L'homme, soudain, ne veut plus répondre, le regard épouvanté, les épaules secouées par les sanglots.

La femme, à quelques pas de là, se met à hurler et se roule par terre, ses gamins agglutinés à elle.

Il n'y a plus rien à faire, c'est l'impasse; chacun se doute que si l'homme en dit plus, on le retrouvera alors pendu à sa porte, comme tout ce groupe découvert un matin, ballottant au petit jour dans une ruelle de village.

Ils étaient accrochés au chambranle de leur porte, avec un regard encore presque vivant sous l'appel lancinant des enfants au fond des cours, les bras tendus vers leur père qui semblait les regarder sans répondre.

Plusieurs jours avaient passé. Je dormais du sommeil du juste quand le chef de poste vint me secouer comme un prunier : façon bienveillante de me rappeler que c'était mon tour de garde.

Je grimpai sur mes sacs de terre au son des chacals. La nuit était d'encre, la lune, la veinarde, s'était glissée sous un drap de nuages. Tout palpitait. Rien ne se montrait. Au loin, Taguemount-ed-Djedid sommeillait bien sagement; je le situais grâce au chien qui hurlait par instants de curieuse façon.

D'un seul coup, le voilà qui s'embrase. Les gourbis dansent dans la nuit, passant de l'orange au rouge. Cela provient de la base du village, vers le côté où se trouve l'école. Les flammes montent dans la nuit et des hurlements de femmes et d'enfants me parviennent, par bribes, horribles gargouillis d'égorgements. La sentinelle qui veille plus à droite s'est rapprochée de moi et nous sommes là, impuissants, quand survient le chef de poste.

— Inutile d'y aller, ils seront déjà loin quand nous parviendrons au village!

Trop tard, toujours trop tard, parce que le langage du vent, des ronces et de la pierre même nous est inconnu; l'homme et la bête rampent de la même façon, portent la même odeur, respirent d'un souffle semblable. Seules, les étoiles nous regardent avec des yeux pareils aux nôtres.

Les derniers gémissements s'éteignent. Le feu n'est plus qu'une pâle rougeur qui rosit par instants les pieds des murs... Une fois de plus, une fois encore la justice du F.L.N. est passée. H

Jacques BUISSON



◀ L'heure de la tétée, trop de fois interrompue par la venue des soldats qui fouillent les mechtas. Les femmes, nerveuses, apeurées, se recroquevillent alors dans le coin le plus sombre de la pièce avec leur marmaille, poussant des cris plaintifs qui résonnent de gourbi en gourbi.

"BARBOUZES" ET COMPAGNIE

La fin du putsch d'avril 1961 n'était pas la fin de l'O.A.S., mais le début d'une véritable guerre civile entre Français. Les armes stockées au commissariat central n'avaient pas toutes été récupérées. Les plastiquages succédaient aux attentats.

De plus en plus, la Délégation générale en Algérie paraissait isolée et préparait son camp retranché de Rocher-Noir. L'armée continuait de harceler l'A.L.N. pendant que les gaullistes et les libéraux tombaient les uns après les autres sous les coups des équipes « Delta », commandées par Roger Degueldre. Yves Le Tac avait été très grièvement blessé par un de ces commandos.

Recherché et menacé de mort

A Oran, Gaston Pernot était encore en vie, malgré deux attentats. Quant à André Goulay, il était recherché et menacé de mort par l'O.A.S.

La Fédération algérienne du M.P.C. était mal en point. Revenu en France depuis juillet, je participai, avec le comité directeur du mouvement, à la préparation d'un nouveau projet visant à regrouper en Algérie les éléments français et musulmans susceptibles d'épauler la politique algérienne du général de Gaulle. Nous ne doutions plus que l'indépendance fût la seule voie possible. Il fallait à la fois convaincre les Européens de se désolidariser de l'O.A.S. s'ils voulaient rester dans le pays où ils étaient nés, montrer aux chefs nationalistes algériens que le gouvernement français voulait réellement négocier et, surtout, nous opposer à l'O.A.S. sur le plan de la propagande et de la guerre psychologique.

Le bureau du M.P.C. avait des objectifs essentiellement politiques. Nous souhaitions ardemment, comme me le précisa Jacques Dauer, notre nouveau président (le cadi Benhoura avait démissionné), que le mouvement fût le « noyau dynamique de la future coopération entre les deux pays ».

Je fis plusieurs voyages en Algérie pendant l'été. Je retrouvai André Goulay et l'un de nos compagnons, qui avait été responsable de l'Association nationale pour le soutien de l'action du général de Gaulle à Orléansville, Guy Gits, solide gaillard aux cheveux flamboyants, fonctionnaire de la S.A.P. (Société agricole de prévoyance).

André Goulay et Guy Gits, qui se savaient condamnés par l'O.A.S., estimaient qu'il fallait, pour obtenir une certaine audience dans l'opinion algérienne, avoir des moyens matériels pour nous imposer et des armes pour nous défendre. Sinon, nous prenions le risque de faire exécuter par les hommes de Degueldre tous ceux qui allaient nous rejoindre.

André Goulay avait eu lui-même l'intention de lancer une action d'envergure, puisqu'il n'existait plus aucune formation gaulliste organisée en Algérie, mais il ne fut jamais entendu par les autorités.

Les rapports qu'avaient Jacques Dauer et le vice-président du M.P.C., Raymond Schmitlein, avec le ministre des Affaires algériennes, Louis Joxe, allaient nous donner la possibilité de nous faire écouter. Sur leur insistance, le ministre leur conseilla de se rendre à Rocher-Noir, où se trouvait depuis peu le délégué général, Jean Morin. Celui-ci était le seul à pouvoir juger si notre projet valait la peine d'être réalisé. Il pouvait aussi nous procurer les moyens qui nous manquaient.

Sur les hauts d'Alger

Après plusieurs entretiens et une longue discussion, Jean Morin et ses collaborateurs, Louis Verger et Claude Vieillescazes, me donnèrent effectivement leur accord pour un essai d'un mois dans les départements d'Alger et d'Orléansville.

Nous nous répartîmes les tâches avec les quelques gaullistes encore établis en Algérie. André Goulay allait se charger du service action du M.P.C. Il devait recruter les militants qui allaient nous permettre d'assurer la sécurité des responsables politiques et se charger de ce qu'on appelle le « service d'ordre » dans un parti. Comme nous n'avions pas suffisamment d'éléments jeunes et disponibles sur place, il n'y avait qu'à en faire venir de France.

Un de nos premiers objectifs était donc de structurer le M.P.C. en Algérie. Guy Gits avait la responsabilité pour l'Orléansvillois. Comme il avait conservé des liens avec les anciens adhérents de l'Association nationale, laquelle était en sommeil depuis avril 1961, de nombreuses bonnes volontés vinrent très vite à nous.

Enfin, des gaullistes allaient faire quelque chose. Mais n'était-il pas déjà trop tard? Nous étions en novembre 1961.

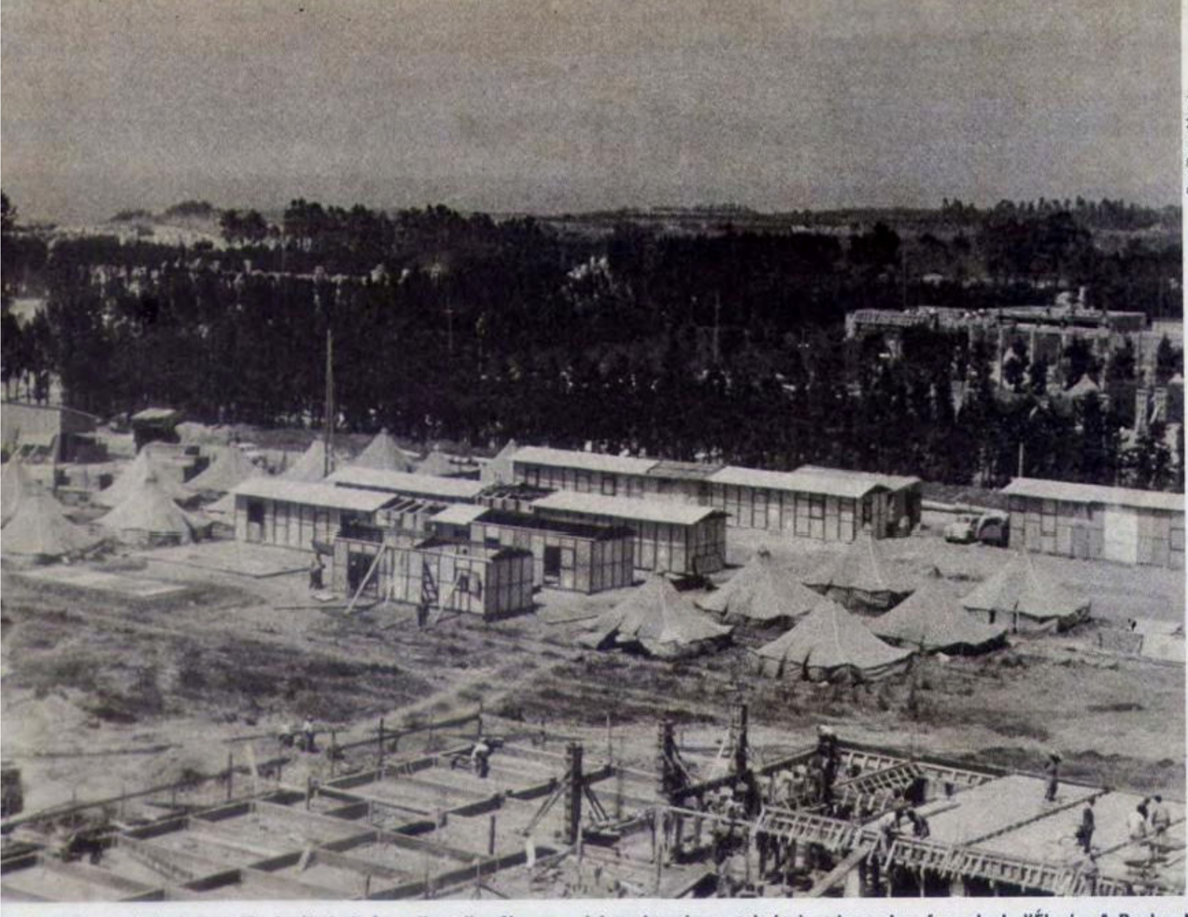
Nous louâmes une grande villa sur les hauts d'Alger, à El-Biar, pour recevoir nos compagnons parisiens qui se portaient



A gauche : **construction des locaux administratifs de Rocher-N**

Car de la Radiodiffusion-Télévision française. France V, elle aussi, a quitté Alger et s'est installée à Rocher-Noir.







où le délégué général Jean Morin *(à droite)* va s'installer. Ne pas se laisser intoxiquer, tels étaient les ordres formels de l'Élysée. A Rocher-Noir, les risques étaient moindres qu'à Alger.

volontaires pour nous rejoindre. Nous y établîmes notre P.C. En même temps, nous commençâmes à louer des voitures et à contacter les Français qui avaient toujours des sentiments gaullistes. C'est essentiellement dans le milieu métropolitain qu'ils se recrutaient.

Les « gros bras »

Notre groupe s'étoffait chaque jour. Un boucher, Robert Lavier, s'était mis à notre disposition avec sa 2 CV camionnette, ainsi qu'un gardien de la paix, un administrateur civil, plusieurs représentants de commerce, tous travaillant à Alger.

La date du 13 novembre avait été choisie pour lancer notre première grande campagne d'affichage. Nous avions d'ailleurs décidé, tout en conservant le sigle M.P.C., d'en changer la définition. Nous l'appelions désormais « Mouvement pour la Coopération ».

A Paris, Jacques Dauer avait fait imprimer plusieurs milliers d'affiches avec ces slogans « Paix en Algérie par l'autodétermination », « Ni la valise ni le cercueil, mais la coopération ».

Les 15 000 000 AF accordés par la Délégation générale allaient vite être dépensés! Nous avions plusieurs de nos compagnons à faire venir. Il fallait payer leur voyage et leur séjour, tout en leur assurant une indemnité que nous avions fixée à 150 000 AF par mois. Nous devions aussi contracter pour eux une assurance vie. Certains appartenaient au M.P.C., d'autres à l'U.N.R. ou à l'Association nationale, quelques-uns au S.A.C.

Avant l'affichage, que nous devions faire le même soir dans plusieurs villes de l'Algérois et de l'Orléansvillois, et que nous voulions impressionnant, André Goulay et moi allâmes à Paris.

André me fit connaître son ami, l'avocat Pierre Lemarchand, qui, à dix-huit ans, avait participé à la libération de Paris, appartenu ensuite au R.P.F. et servi également dans les commandos noirs en 1956.

Goulay voulait qu'il fût son « correspondant » à Paris. Pierre Lemarchand devait confier à son épouse le soin de s'occuper des problèmes qui allaient se poser pour l'acheminement vers Alger de nos nouvelles recrues : billets d'avion, formalités diverses, enquêtes discrètes, etc. En tant qu'avocat, notre ami ne pouvait être que notre conseiller... politique. Mais il allait assurer une autre liaison, cette fois avec un ancien chef de la Résistance devenu romancier, le père du *Gorille*, Dominique Ponchardier, lequel avait, lui aussi, des gardes du corps à nous proposer. L'homme qui avait exécuté l'opération « Jéricho » pendant la guerre et qui avait été le chef du service d'ordre du R.P.F. avait lâché la « série noire »

De gauche à droite : laissez-passer de la Délégation générale délivré à Lucien Bitterlin; Bitterlin et ses hommes; laissez-passer délivré à une « barbouze ».



LAISSEZ-PASSER

CABINET CIVIL

Alger, le 2 novembre 1961





DIRECTION DE LA SURETE NATIONALE EN ALGERIE

N° 790

Les Autorités civiles et milita[...] sont invitées à LAISSER PASSER [...] CIRCULER LIBREMENT

Mr DULAC

Lucien

né le 15/7/1932 à Colombes

qui est autorisé à requérir l'assistance [de] la Force Publique pour les besoins [du] service

1m69

Alger, le 19 juin 1960

et après l'"Otomatic," ce fut au tou



Garde du corps de Lucien Bitterlin. Entre le M.P.C., qui deviendra le Mouvement pour la Coopération, et l'O.A.S., c'est la guerre ouverte. Les inscriptions de l'O.A.S., un jour, ont été recouvertes par des affiches frappées de la croix de Lorraine qui proclament « Paix en Algérie par l'autodétermination » ou « Ni la valise ni le cercueil, mais la coopération ». Au P.C. de Degueldre, on a vite découvert qui est l'auteur de cette campagne progouvernementale. Bitterlin devient l'homme à abattre. Le drame M.P.C. contre O.A.S. est commencé. Leurs équipes de tueurs se livreront un combat sans merci.

Coll. Bitterlin

devant le péril que représentait l'O.A.S. pour la Ve République. Roger Frey, ministre de l'Intérieur, lui avait demandé s'il n'était pas possible de reconstituer les anciens réseaux de la Résistance.

Aussi notre « affaire » lui parut-elle providentielle. Si Ponchardier était l'homme qui pouvait aider Goulay pour les « gros bras » à nous envoyer, André aussi arrivait tout à fait à point pour son ancien patron. Il lui apportait un réseau tout prêt, déjà financé, en place sur le terrain et qu'il n'y avait qu'à étoffer avec quelques solides gaillards! Goulay revint à Alger rassuré par ses contacts parisiens, mais Jacques Dauer voyait tout cela d'un mauvais œil.

Comment, pensait-il, allions-nous pouvoir poursuivre un travail politique dans ce climat de guerre civile avec des hommes qui voulaient affronter physiquement l'O.A.S. et à qui il ne déplairait pas d'en laisser quelques-uns « sur le tapis »?

De plus, nous avions une autre tâche à remplir. Le sérieux que nous mettions à préparer notre action et la foi qui semblait nous animer avaient incité la Délégation générale à nous mettre en rapport avec une branche de la Sécurité militaire chargée de la lutte anti-O.A.S. On nous faisait confiance à tel point qu'après nous avoir accordé quelques ordres de mission nous permettant de circuler pendant le couvre-feu et nous avoir confié des pistolets 9 mm, le colonel Laurent, qui commandait cette section de la S. M., nous demanda de plastiquer plusieurs cafés activistes d'Alger.

Quelques jours avant l'explosion de l' « Otomatic » et du « Tantonville », nous lançâmes notre opération affichage dans la nuit du 12 au 13 novembre.

Nous mobilisâmes, ce soir-là, une centaine d'hommes et une vingtaine de voitures sur treize villes des deux départements pour coller nos affiches et inscrire les slogans sur les murs « M.P.C. = Paix ».

Nous connaissions les risques que cette opération comportait. Les tueurs de l'O.A.S. pouvaient surgir à tout moment, et abattre nos colleurs d'affiches. C'est pour cela que nous avions des gardes du corps armés.

Nos militants n'étaient pas tous européens. Des Algériens avaient accepté de se joindre à nous, tout en sachant que le F.L.N. était assez réticent sur toute initiative gaulliste qui pouvait viser à créer une troisième force politique en Algérie. Mais c'est de l'O.A.S. qu'ils avaient le plus à craindre, car un musulman ne valait pas cher pour un « delta ».

Dans la boîte aux lettres

Dans Alger, trois équipes se partageaient la ville endormie. Un groupe commandé par Lavier, le petit boucher du marché Randon, opérait place du Gouvernement, à Bab-el-Oued, square Bresson, boulevard de la République. Jean Dubuquoy s'occupait du centre et d'El-Biar. La dernière équipe, dirigée cette fois par un nouvel arrivant de Paris, Pierre Lecerf, rayonnait dans l'est, à Champ-de-Manœuvre, rue de Lyon, à Belcourt, Kouba et Hussein-Dey.

Après avoir attendu jusqu'à 2 heures du matin à notre P.C. de la villa de la rue Fabre, André Goulay et moi fîmes la liaison entre les diverses équipes. Mais nous avions aussi pris un pot de 5 kg de peinture et il nous arriva fréquemment de nous arrêter pour recouvrir les sigles O.A.S. sur les murs par les lettres M.P.C.

La nuit s'écoula sans incident. A 4 heures du matin, je glissai dans la boîte aux lettres de l'agence France-Presse un commu-



Une des nombreuses affiches du M.P.C. Si le collage des affiches était déjà difficile au moment du référendum de 1961, aujourd'hui on y risque sa vie. La Sécurité militaire va aider les hommes de Bitterlin en leur distribuant généreusement laissez-passer et ports d'arme.

coll. Bitterlin

du "Petit-Bonheur" et de la "Brasserie de Joinville" d'être plastiqués



Coll. particulière

Attaque du P.C. des « barbouzes », cette police parallèle dont les méthodes s'inspirent de celles de l'O.A.S. et ne s'embarrassent guère du carcan de la légalité.

niqué que j'avais rédigé et qui mentionnait notre affichage, qui s'était déroulé à Alger, Orléansville, Blida, Relizane, Tiaret, etc.

De retour à la villa, nos différentes équipes nous tinrent informés du bon déroulement des opérations. Certains des nôtres devaient reprendre leur travail dès 7 heures et n'étaient pas très reluisants. Néanmoins, ils se sentaient « regonflés » par leur participation à cette première bataille psychologique contre l'O.A.S.

A 8 heures, André et moi, avant de prendre un peu de repos, fîmes un tour en ville. Nombreuses déjà étaient les affiches lacérées. Nous avions aussi laissé des tracts qui rappelaient ce qu'était le M.P.C. et que ses objectifs étaient la paix et l'autodétermination. Certains passants européens les froissaient hargneusement, mais nous vîmes aussi des Algériens qui semblaient être assez satisfaits de notre démonstration.

Nous constatâmes ensuite que les postes radio reprenaient notre communiqué et y ajoutaient des commentaires. Pour certains, nous venions de déclarer la guerre à l'O.A.S., pour d'autres, nous étions des provocateurs, mais on parlait de nous. L'O.A.S. allait-elle se laisser bafouer sur son propre terrain? Sûrement pas. D'autant que notre communiqué préconisait la création de « comités locaux de coopération » sur tout le territoire, comités qui, à notre avis, devaient amorcer un rapprochement entre Européens et Algériens, avant l'indépendance inéluctable, afin que celle-ci se présentât dans une atmosphère débarrassée de la haine et de la violence. C'était une véritable gageure, mais nous avions constaté que malgré tout ce qui avait séparé les deux communautés en sept années de guerre, il y avait des hommes de bonne volonté des deux côtés qui acceptaient de jouer le jeu de la paix et de la coopération.

Le « Talion »

Pourtant le climat n'était pas à l'apaisement. L'O.A.S. intensifiait ses opérations ponctuelles. Des fonctionnaires français, civils et militaires, avaient été assassinés, le plastiquage battait son plein. Après l'opération psychologique par voie d'affiches, après cette bataille de slogans sur les murs de la ville, la Sécurité militaire nous demanda de frapper autrement, pour créer un malaise chez l'ennemi.

Pour différencier notre action politique de la lutte purement anti-O.A.S., nous constituâmes un petit groupe que nous appelâmes « le Talion » et qui allait surtout être constitué de nouveaux venus de métropole. La première opération contre-plastiquage fut effectuée par nos hommes à qui on venait de faire voir comment allumer la mèche de bombes de 500 grammes enveloppées dans du papier-journal.

Quelques minutes après le couvre-feu, les lieux ayant été bien repérés, deux voitures partirent avec le matériel rue Michelet et à El-Biar. Après l' « Otomatic », ce fut au tour du « Petit-Bonheur », de la « Brasserie de Joinville » et d'autres hauts lieux de l'activisme.

Le lendemain matin, en contemplant les vitrines brisées et les devantures pulvérisées, les Algérois se posaient des questions : est-ce que les plastiquages ne seraient plus le privilège de l'O.A.S.? Et les patrons des établissements visés se demandaient à quoi servait l'organisation activiste. « On paie à l'O.A.S. et on est quand même plastiqué! On n'en sortira pas! »

Après un nouveau collage d'affiches (certains firent le rapprochement de l'apparition du sigle M.P.C. et des attentats anti-O.A.S.), nos hommes firent sauter

(Suite page 2912)



CONSTANTINE
(vue aérienne)

Pagès/Paris-Match



Lucien Bodard lance une épithète qui fait florès : les « barbouzes »

Une fois de plus Lucien Bodard cale sa carcasse pachydermique dans un des sièges trop étroits de la Caravelle *d'Air Algérie. Une fois de plus, il va « couvrir », pour* France-Soir, *l'affaire algérienne. Et « Gros Lulu », comme l'appellent ses copains, n'est pas content. Il grogne.*

« Encore le merdier d'Alger !... Alors que je devrais être en vacances près de Calvi, les pieds en éventail ! »

La veille au soir, le rédacteur en chef l'a appelé : « Lucien, il y a du nouveau. Il faut que tu y retournes. Cette fois, c'est la guerre totale contre l'O.A.S. On envoie là-bas une brigade de spécialistes... Il nous faut très vite un papier tout chaud là-dessus. On compte sur toi. »

C'est pourquoi l'as des grands reporters, dont l'Indochine a assuré la célébrité, est là dans ce fauteuil à 10 000 mètres d'altitude. Les mains aux doigts boudinés croisées sur sa bedaine de Bouddha, il somnole, le mégot aux lèvres et de fort méchante humeur. Il somnole, mais d'un œil seulement. Comme un gros chat. De l'autre, il observe le mouvement des passagers qui vont et viennent dans le couloir entre les sièges.

Les oreilles surtout, qu'il a immenses, fonctionnent. Or, dans un fauteuil du rang précédent, il a reconnu Michel Hacq, le directeur de la police judiciaire. Celui-ci est en grande conversation avec Jacques Dauer, l'animateur du Mouvement pour la Communauté, et Robert Abdesselam, le député tennisman. Les trois hommes, qui ne se savent pas écoutés, bavardent le plus librement du monde. Et « Gros Lulu » n'en perd pas une syllabe.

Dans la bouteille de scotch

Une fois de plus la chance, cette chance qui l'a accompagné tout au long de sa carrière mouvementée, sourit à Lucien Bodard. Ce dont parlent ses voisins, c'est de la forme que va revêtir désormais la lutte contre l'O.A.S... Ça tourne à 3 000 tours/minute sous le crâne du « Cécil B. De Mille de l'écriture », comme l'appelle, avec un brin de malice, son concurrent et néanmoins ami Max Clos, du Figaro.

Quelques bribes saisies au vol lui permettent d'approcher la vérité sur la nouvelle stratégie qui sera désormais employée contre les tueurs et les plastiqueurs de l'organisation secrète. Et le voilà qui, mentalement, construit la story *que son journal attend.*

Lucien Bodard a compris que les autorités sont décidées cette fois à appliquer les principes de la guerre secrète contre l'O.A.S. Ce dont il s'agit, reconstitue le journaliste, c'est de décapiter l'organisation tout de suite en capturant les dix hommes qui à eux seuls l'ont créée. Sans Salan, Gardes, Degueldre, Susini, Godard, l'O.A.S. se dégonflera comme une baudruche. Pour y parvenir on va s'efforcer – on a d'ailleurs déjà commencé – de pénétrer ce guêpier grâce à l'apport d'hommes neufs qui n'hésiteront pas à employer les méthodes de leurs adversaires.

*« Gros Lulu » en sait assez. Il tient un scoop de taille (une exclusivité en jargon de journaliste). Dès son arrivée à Alger, il s'installe devant sa machine dans sa chambre de l'*Aletti. *Et tandis que les mégots s'entassent dans le cendrier, que le niveau baisse dans la bouteille de scotch, les feuillets dactylographiés s'alignent sur la courtepointe du lit. Une vieille habitude qu'il a de juxtaposer ainsi les pages remplies, un peu comme on compose une mosaïque, et de contempler le tout avec satisfaction quand c'est fini...*

« La nouvelle force de choc anti-O.A.S. sera importante, écrit Bodard. Cette force sera surtout composée de « nouveaux » : tous les as de l'espionnage, du contre-espionnage, de la guerre subversive disponibles en France vont être envoyés en Algérie. Ce sont des gens sûrs, aux origines les plus diverses. L'expérience a en effet prouvé que l'on ne pouvait pas compter sur les pieds-noirs ni sur les Métropolitains installés depuis longtemps en Algérie.

» Cette force de choc sera indépendante, poursuit le journaliste. Les nouvelles formations anti-O.A.S. ne feront partie d'aucune hiérarchie classique. Ce seront des organismes autonomes, sans sujétion à l'égard des autorités normales, agissant par leurs propres moyens et ne dépendant que des instances les plus hautes. Ils agissent largement en dehors de l'armée et de la police.

» Avant tout, cette nouvelle force sera secrète. Un secret absolu couvrira les activités et surtout l'identité des membres des formations anti-O.A.S. Ils travailleront un peu à la façon des réseaux. On va assister à la lutte des réseaux secrets anti-O.A.S. contre les réseaux O.A.S. », conclut le grand reporter.

Après avoir couché sur le papier cette parfaite préfiguration du combat qui se déroulera dans les mois à venir, Lucien Bodard reprend, pour qualifier les hommes qui vont se battre dans l'ombre, l'appellation pittoresque inventée par Dominique Ponchardier dans ses Gorilles. *Ce seront les « barbouzes ». L'épithète est lancée. Elle fera florès.*

Le lendemain, sur toute la largeur de France-Soir, *s'étale le titre accrocheur de l'article à sensation : « Carte blanche aux « barbouzes » pour liquider l'O.A.S. » Un article qui vaudra aux confrères de Lucien Bodard quelques télégrammes de leur rédacteur en chef, rédigés en termes peu amènes et déplorant le « ratage » de leur envoyé spécial.*

Pierre-Albert LAMBERT



Descamps/Télé 7 jours

Lucien Bodard, toujours à l'affût d'un *scoop*. Une carrière mouvementée, des livres remarquables qui lui ont apporté fortune et célébrité...

Orléansville : pont sur le Chélif. Alger ne sera pas la seule ville où le M.P.C. sera actif. Les murs de Blida, de Tiaret, d'Orléansville se couvriront aussi d'affiches, première bataille psychologique contre l'O.A.S. ►

le M.P.C. reçoit une équipe de judokas

(Suite de la page 2909)

le « Tantonville » près de l'Opéra, le « Viaduc » et le « Cheval-Blanc », autres fiefs chers aux ultras d'Alger.

Si certains cafés furent plus ou moins touchés par nos explosifs, en revanche, le « Tantonville » fut très sérieusement endommagé. Deux charges simultanées avaient causé des dégâts considérables.

De Paris, Jacques Dauer ne paraissait pas très favorable à ce genre d'opération. Il pressentait que les objectifs purement politiques du M.P.C. allaient passer au second plan et que l'action antiterroriste, à laquelle nous n'étions pourtant pas tellement préparés, allait devenir notre but principal.

Ceinture noire de karaté

D'autant que, par la force des choses, nous commencions à être pris en considération par de nombreux Algériens et par quelques Européens hostiles à l'O.A.S. Ce prestige naissant nous valait non seulement de nouvelles adhésions, mais également une moisson de renseignements sur les activistes, adresses de supposés responsables « Delta », lieux de rencontre des hommes de Degueldre, planque du général Salan, etc. Nous communiquions ces informations au colonel Laurent. Un jour, nous lui remîmes également deux prisonniers O.A.S., deux hommes qui étaient venus à la villa de la rue Fabre croyant qu'elle était habitée par des Européens « Algérie française ». Ils venaient nous informer que notre téléphone était sur table d'écoute (ce que nous savions d'ailleurs). C'était Pierre Lecerf, un ancien de Corée, qui était de permanence ce soir-là. Il se fit passer pour un O.A.S. métropolitain et fit parler les deux hommes qui, sans s'en douter, dénoncèrent leur chef, Brutin, responsable du renseignement à Alger.

Ce n'est qu'après plusieurs heures de conversation qu'ils constatèrent leur erreur, lorsque Pierre déclara qu'ils étaient tombés dans le P.C. d'un mouvement gaulliste.

Si Dauer était réticent quant à l'orientation que prenait le M.P.C., en revanche, il était assez satisfait des résultats obtenus chez le délégué général. Si bien que le feu vert nous fut donné, cette fois pour un nouvel essai de trois mois, à condition d'agir en priorité à Alger.



Ph. M. Munice

Il ne fallait pas être grand clerc pour se douter que l'O.A.S. n'allait pas en rester là. Depuis près d'un mois, nous marchions sur ses brisées. Il fallait s'attendre à une riposte violente. Pour cette raison, nous demandâmes du renfort à nos amis de Paris. Jacques Dauer nous avait envoyé quelques militants, Mario Lobianco, Italien naturalisé français, ancien de la guerre d'Espagne, ancien de la légion étrangère, déporté à Buchenwald, adhérent U.N.R., ainsi que deux autres recrues de Champigny-sur-Marne, Michel Durand et Gérard Maugueret, qui, eux, venaient d'effectuer leur service militaire dans les parachutistes.

De leur côté, les Lemarchand allaient nous envoyer une équipe de judokas que l'aventure algéroise tentait. Ils étaient neuf, cinq Européens, presque tous pieds-noirs d'Algérie ou de Tunisie, commandés par Jim Alcheik, ceinture noire de karaté, et quatre Vietnamiens.

Cette équipe allait devenir réellement « le Talion », qui rendrait coup pour coup à l'O.A.S., « laquelle frappait qui elle voulait, quand elle voulait, où elle voulait ». Jim Alcheik et son adjoint, Roger Buithé, imposaient à leur petite troupe de judokas une discipline acceptée sans difficulté.

Le M.P.C. disposait maintenant de près de cinquante permanents sur Alger, avec les chauffeurs algériens et les gardes du corps mis à notre disposition par un nouveau venu, se disant rallié à notre cause avec l'accord du F.L.N., le cheikh Zekiri (nous ne saurons jamais si le F.L.N. avait effectivement approuvé le passage de jeunes Algériens dans notre équipe). Il avait fallu louer d'autres villas et d'autres voitures et régler les multiples problèmes de ravitaillement, d'équipement en armes et de cohabitation que posait l'extension du mouvement.

Pendant ce temps, la guerre civile se poursuivait en Algérie et le M.P.C. se transformait progressivement en ce que nos adversaires allaient, à la suite de L. Bodard, appeler « les barbouzes ». H

Lucien BITTERLIN

Coll. Gilly

◄ Nouvelle préfecture d'Oran. Oran où les « barbouzes » coopèrent étroitement avec les services de police dans leur lutte contre l'O.A.S., et où deux attentats seront dirigés contre Gaston Pernot, membre du M.P.C., condamné à mort par l'O.A.S. L'engrenage est en marche, et le sang innocent coulera, mêlé au sang des coupables. Un climat de meurtre et de guerre civile règne. Le terrorisme a trouvé à Oran son terrain d'élection.



▲ **Mahdi Belhaddad, préfet de Constantine. Traumatisé par les morts du 5 juillet, il est décidé à tout tenter pour éviter que pareils incidents ne se renouvellent.**



G. Ménager/Paris-Match

1er NOVEMBRE

25 OCTOBRE 1961. Dans son vaste bureau tout en longueur, dont les baies donnent sur la vieille ville de Constantine, le préfet Belhaddad va et vient, en proie à la réflexion. Il a dû laisser au préfet inspecteur régional le bureau de style néo-mauresque qui, lui, donne sur la vallée du Rhumel. Constantine est en effet la seule des trois grandes préfectures d'Algérie où le préfet inspecteur général régional ne cumule pas ses fonctions avec celles de préfet du département.

Depuis le début d'août, j'ai rejoint Mahdi Belhaddad à Constantine pour exercer auprès de lui les fonctions de secrétaire général de la préfecture, après avoir exercé ces mêmes fonctions à la préfecture de Batna.

Le préfet sait, tout Constantine sait, qu'une grande manifestation musulmane se prépare pour le 1er novembre. Les renseignements en provenance de l'armée, de la gendarmerie, des Renseignements généraux concordent : le 1er novembre, les responsables F.L.N. sont déterminés à faire une manifestation de masse pour célébrer l'anniversaire du début de la rébellion. Il faut qu'elle ait lieu dans cette capitale de l'Est algérien, où la population urbaine est musulmane à 80 % et qui a connu et connaît encore de durs accrochages, au cours desquels le nombre des victimes musulmanes est le plus élevé de toute l'Algérie.

La manifestation consistera en un défilé qui, partant de la médina, la parcourra, pour se répandre ensuite dans la ville européenne, par les rues Georges-Clemenceau et Caraman, puis gagnera la place de la Brèche au cœur de la ville. Par la rue Rohaut-de-Fleury, les manifestants déferleront sur le Koudiat et les beaux quartiers, où les rejoindront ceux du Bled Sabatier et des faubourgs périphériques. Combien seront-ils? Très nombreux certainement, puisque le mot d'ordre s'adresse à toute la population musulmane de Constantine qui, à cette époque, était d'environ 220 000 habitants.

L'armée, bien que l'indépendance soit proche, est déterminée à ne pas tolérer une telle manifestation.

Une menace grave

Tout dépend du préfet, responsable de l'ordre et seul habilité à prendre des responsabilités en ce domaine. Mais on peut craindre que certains éléments de l'armée n'attendent pas ses ordres, ou les transgressent. Si à l'échelon le plus élevé les relations entre le préfet et l'état-major du corps d'armée et de la division sont cordiales et empreintes de confiance, il n'en est pas de même aux échelons subalternes, où une certaine suspicion à l'égard d'un préfet musulman, bien que nommé par le gouvernement de la République, n'a cessé d'avoir cours (nous verrons plus loin combien cette attitude était peu fondée).

L'armée donc est décidée à s'opposer à la manifestation. Les responsables F.L.N., quant à eux, persévèrent dans leurs intentions. C'est l'impasse et la perspective d'un affrontement fatal. « Nous tirerons dans le tas », disent les uns; « Qu'importe le nombre des victimes, nous passerons », disent les autres.

C'est une menace grave et précise de renouvellement des événements du 5 juillet 1961, qui avaient eu un grand retentissement tant en Algérie qu'en métropole : plusieurs dizaines de victimes avaient été dénombrées à Constantine.

Le préfet Belhaddad, hanté par le souvenir de cette journée, s'était écrié : « Je n'ai pas été nommé préfet pour comptabiliser les cadavres musulmans! » Cependant, la population lui imputait la responsabilité de la tragique répression, bien qu'il fût alors dans une position difficile, n'ayant pas toute la confiance et l'obéissance des militaires.

Ces souvenirs douloureux nous rendaient intolérable la menace d'un nouvel affrontement.

C'est le 25 octobre 1961 que me fut annoncée la visite d'un ami, le pasteur Grellet. Son rôle sera déterminant pour la suite des événements.

Il était arrivé depuis quelques semaines à Constantine, venant de métropole. Son jeune frère, le sous-lieutenant Jacques Grellet, du 27e B.I., avait été tué au mois d'août 1960, au cours d'une patrouille au Chettaba, dans la banlieue de Constantine. Le pasteur pensait que son devoir était de prendre la relève en Algérie de son frère défunt pour contribuer à un rapprochement des deux communautés.

Le pasteur Grellet en vint tout de suite au fait : « On ne peut éviter que la manifestation du 1er novembre ait lieu, mais il faut à tout prix éviter un affrontement sanglant. » Il m'apporte peut-être cette possibilité : son ami, Jean Carbonare,

« F.L.N. au pouvoir ! » Dans la médina de Constantine, les musulmans s'apprêtent à manifester. Dans les ruelles étroites, des jeunes gens inscrivent sur tous les murs des slogans pro-F.L.N. Demain, ils fêteront joyeusement l'anniversaire de la Toussaint rouge. ▶



Ferraci

◀ **Un service d'ordre important a été mis en place dans Constantine. Non sans mal, Belhaddad a pu faire admettre aux autorités le principe d'une manifestation et obtenir la présence de troupes autour de la médina.**

A CONSTANTINE

responsable de la C.I.M.A.D.E., organisme d'entraide protestant, a eu des contacts avec des responsables du F.L.N. Ces derniers semblent tout disposés à un arrangement, mais sous certaines conditions. Ils désirent me rencontrer en ma qualité d'adjoint direct du préfet. Je fais aussitôt remarquer que les mesures de maintien de l'ordre et, d'une façon générale, les décisions d'ordre politique ne m'incombent pas et que le préfet seul est habilité à prendre une telle responsabilité.

Le pasteur Grellet ne peut me dissimuler alors les réticences des responsables F.L.N. à l'égard du préfet Belhaddad.

Mon insistance auprès du pasteur permet d'imposer au responsable politico-militaire du F.L.N. la présence du préfet, qui se montre alors satisfait et rasséréné. La tâche est cependant inquiétante. En outre, il faut, avant de se lancer, obtenir le « feu vert » d'Alger. C'est à quoi s'emploie Belhaddad, qui, par téléphone et à mots couverts, demande cette autorisation à Morin, le délégué général, qui donne immédiatement son accord.

Le 28 octobre, dans la matinée, nous nous rendons en voiture, Belhaddad et moi, chez le pasteur. Dans la salle à manger nous attendent auprès de ce dernier, Jean Carbonare et le responsable du F.L.N., Benaceur Bachir — dit Si Bachir. C'est un jeune homme d'environ vingt-cinq ans, petit et mince, au regard de braise. J'appris ensuite qu'il était originaire de Biskra. Il avait commencé des études de médecine, interrompues par une peine d'emprisonnement à la suite d'une grève d'étudiants musulmans, à laquelle il avait participé. Il s'était évadé et avait pris le maquis.

Ce premier contact fut glacial et la discussion s'engagea péniblement. Le point de vue du F.L.N. était de maintenir, bien sûr, la manifestation prévue, mais en faisant quelques concessions et en admettant certaines modalités, que nous allions proposer à nos interlocuteurs : nous tolérerions la manifestation, qui devrait être canalisée et maintenue dans des circuits établis à l'avance et acceptés par nous.

Nous ne disposions même pas d'un plan de la ville, et c'est l'administration des P.T.T. qui nous en fournit un, grâce à son calendrier annuel... Il fut entendu ▶

Ces filles souriantes vont bientôt défiler. Devant la joie des manifestants, Belhaddad ressentira une peine profonde, pressentant la fin de l'Algérie de ses rêves. ▼



Ch. Courrière/Paris-Match



Ch. Courrière/Paris-Match



Copéry

le spectacle hallucinan

◄ En 1958, ils avaient accueilli avec joie le général de Gaulle. Aujourd'hui, ils rejettent toute association avec la France. Ils ont décidé de lier leur destin à celui du F.L.N. et fêtent la révolution.



D. Duparré

◄ La place Lamoricière à Constantine. Jean Morin, tenu au courant des tractations, se rendra lui-même à Constantine afin d'aider son préfet, pour qui il éprouve de l'estime. La manifestation se passera sans heurts.

que la manifestation pourrait se dérouler librement dans toute la médina, à condition qu'elle ne débordât, en aucun point, dans la ville européenne. Un cordon de troupes entourerait la médina, prêt à intervenir si ces dispositions étaient transgressées.

Nous venions de poser les principes en peu de temps, mais il s'agissait, pour les deux protagonistes, de les faire accepter par leurs troupes.

Pour ce qui est des nôtres, ce ne fut pas aisé. Il fallut des ordres supérieurs, impératifs (Morin était venu en personne à Constantine tenir une réunion entre civils et militaires), pour faire admettre à ces derniers, d'abord le principe d'une manifestation de cette ampleur, ensuite la présence massive des troupes autour de la médina.

Du côté F.L.N., nous apprîmes par la suite que rien n'avait été facile non plus et que Si Bachir avait eu beaucoup de mal à se faire entendre de ses subordonnés.

Une seconde entrevue eut lieu le 29 ou 30 octobre, dans les mêmes conditions et dans le même lieu. Elle fut plus cordiale. On se serra la main, ce qui n'avait pas été fait la première fois. Le préfet Belhaddad fit part des décisions qu'il avait prises, décisions entérinées par l'échelon supérieur et acceptées tant bien que mal par l'armée. Si Bachir les accepta.

Des cris hostiles

Le jour redouté du 1er novembre arriva. La manifestation débuta de bonne heure. On put entendre naître et s'amplifier une sourde rumeur. Toute la foule musulmane était dehors, parcourant inlassablement les étroites ruelles de la médina, agitant des drapeaux vert et blanc et poussant des cris et des slogans.

Nous partîmes seuls, le préfet et moi, sur le pont Sidi-Rached, condamné à la circulation, et d'où nous pouvions en quelque sorte survoler l'ensemble de la médina. Le spectacle de cette foule en mouvement, joyeuse et comme déjà délivrée, était extraordinairement beau et terrifiant. Belhaddad, profondément triste, pressentait la fin de l'Algérie dont il avait rêvé.

Dès notre retour à la préfecture, nous apprenons que des incidents sont à craindre, les manifestants s'approchant trop près des limites de la médina et narguant, par leurs slogans et leurs drapeaux, les troupes, l'arme au pied, qui montrent des signes d'énervement.

Il faut sans tarder prendre contact avec les responsables, leur conseiller de faire reculer les cortèges dans les limites autorisées. Belhaddad me charge de cette mission. Je sais où joindre Carbonare, qui connaît le moyen de contacter Si Bachir. Celui-ci me fait savoir qu'il m'attend dans la médina. Une escorte m'attendra à proximité de la grande mosquée, à l'entrée d'une ruelle qui s'enfonce au cœur de la ville arabe. Je pars aussitôt. Traversant le barrage de nos troupes, je passe devant le colonel, frappé de stupeur en me voyant avancer vers cette marée humaine. En effet, six solides gaillards, membres du F.L.N., m'attendent, armés de gourdins. Ils me frayent énergiquement le chemin, à travers la foule hurlante et bigarrée. Je suis le seul Européen à cette heure, dans toute la médina. Prisonnier ou parlementaire?

Les cris hostiles se mêlent aux bravos. J'arrive enfin, après quelques heurts, chez un boulanger — qui possède le téléphone —, ce qui me permet une liaison immédiate avec le préfet.

Après le vacarme effrayant des rues, le fournil est un refuge, d'autant que mes interlocuteurs semblent cordiaux.

Si Bachir et ses adjoints sont satisfaits de la pleine réussite de leur entreprise. Je jette un voile sur leur euphorie en insistant pour qu'ils prennent des mesures immédiates afin d'éviter le moindre accrochage, qui dégénérerait immédiatement en bataille rangée, en raison de l'excitation des deux camps. Tous nos efforts de conciliation auraient été vains. Je conseille que des ordres soient donnés très vite afin que les manifestants s'éloignent des points

chauds situés trop près de l'emplacement des forces de l'ordre, à la limite des quartiers européens. Après des palabres qui me paraissent interminables, satisfaction m'est donnée.

Je pris congé de mes hôtes. Si Bachir me serra la main. Je ne devais plus le revoir. Quelques semaines plus tard, cerné par les forces de police, avec quelques-uns de ses camarades, dans une villa de Sidi-Mabrouk, il voulut tenter une sortie, armé d'un dérisoire revolver 6,35, et fut abattu par une rafale de mitraillette. Considéré comme un héros par ses compatriotes, son nom fut donné au square de la place de la Brèche, après l'indépendance.

La fête populaire du 1er novembre avait duré tard dans la soirée. Malgré son ampleur, on n'avait déploré aucune victime, et c'était particulièrement réconfortant à Constantine, capitale de l'Est algérien.

Quelques jours plus tard, le 16 novembre 1961, à la séance d'ouverture du conseil général, le préfet déclara : « Dans le département de Constantine, et plus particulièrement la ville de Constantine, de sinistres prévisions ont été infirmées. Le calme et même la dignité ont caractérisé des journées que certains auraient voulues dramatiques... »

Puis, dans un magistral discours, qui fut son testament politique, Belhaddad s'adressa, par-delà les notables composant le conseil général, à la population européenne et musulmane.

Amoureux de la France

Aux uns, il rappela que tout comportement inconsidéré donnerait un coup fatal aux chances de leur présence sur la terre algérienne, qui était la leur, parce qu'ils y avaient peiné, parce qu'ils l'aimaient et parce que beaucoup des leurs y reposaient. Il les supplia de se rendre compte que quelques mois seulement d'attentats d'un genre nouveau avaient réussi ce que sept années de deuils, de pressions de toute sorte n'avaient pu réaliser : le réveil du sentiment communautaire.

Aux autres enfin, il rappela que leurs aspirations à la dignité étant maintenant satisfaites, leur souci principal, leur devoir essentiel, était de considérer que des sentiments de revanche ou de vengeance signifieraient la compromission irrémédiable d'un avenir heureux et, en définitive, un véritable arrêt de mort pour l'Algérie.

Qui était donc cet homme qui avait une vue si lucide et si réaliste de la situation? Mahdi Belhaddad était un ancien caïd des services civils que Maurice Papon, alors préfet de Constantine, avait appelé, dès 1956, à son cabinet, tant pour sa vive intelligence que pour le prestige qui découlait de son passé militaire : ancien de Cassino, Belhaddad était un grand mutilé, amputé du bras droit, officier de la Légion d'honneur et médaillé militaire. Sa connaissance approfondie des milieux musulmans, ses contacts, en faisaient un collaborateur précieux pour un grand patron comme Papon. En 1958, il fut nommé sous-préfet d'Aïn-Beïda, où il resta deux ans. Au début de 1960, il rencontra le général de Gaulle, en tournée dans l'Est algérien. Avec compétence, mais aussi avec sa franchise coutumière, Belhaddad exposa ses vues sur l'Algérie au général et ils se trouvèrent en communion de pensée. Le général fut séduit et n'hésita pas à le faire nommer aussitôt préfet de Batna, le département de l'Aurès. Belhaddad connaissait parfaitement cette région, d'où sa mère était originaire, ses habitants, leurs coutumes, leur mentalité, leurs aspirations.

À Batna, le préfet allait donner toute sa mesure. Ses tournées en plein bled commencèrent. Je l'ai accompagné souvent. Nous partions sans escorte, dans les douars les plus reculés et les plus déshérités. Alertés par les officiers S.A.S., les Chaouïas descendaient nombreux de leurs djebels, et parmi eux des rebelles; cependant, nous n'avons jamais eu d'incident.

Sur la place des villages écrasés de chaleur, ils nous attendaient, immobiles, leurs visages burinés par le soleil ou le vent glacé des hauts plateaux en hiver. Dans un uniforme blanc, le préfet, portant toutes ses décorations, les rassemblait d'un geste large de son bras unique et les priait de se presser en cercle autour de lui. Sans arme, il savait ce que nous risquions, seuls dans cette foule, car il ordonnait aux militaires de la S.A.S. de se tenir éloignés. En contact direct avec ses frères, il leur parlait, dans leur langage, avec leurs expressions, de leur pays, de leurs soucis, de l'Algérie, de la France. Ah! la France, dont il disait, en manière de boutade, qu'il en était amoureux. Alors, le miracle se produisait chaque fois. L'auditoire, hostile au début de son allocution, se détendait, les yeux s'éclairaient, jeunes et vieux, fascinés, buvaient ses paroles.



C.I.M.A.D.E.



C.I.M.A.D.E.

Ci-dessus : camp de la C.I.M.A.D.E. *A gauche :* Jean Carbonare, délégué de la C.I.M.A.D.E., qui mettra en contact le secrétaire général de la préfecture, Jean Massendès, avec Benaceur Bachir, dit Si Bachir, responsable du F.L.N.

Le préfet repartait, apaisé, avec quelques raisons d'espérer encore!

Il démontrait alors ce dont étaient capables, ce qu'auraient pu réaliser des préfets musulmans de sa trempe s'ils avaient été mis en place plus tôt : réconcilier, rassurer, faire respecter la grandeur de la France.

Nous étions en 1960 et il était déjà trop tard pour reconstruire une Algérie fraternelle. Mais qui aurait songé à nommer de hauts fonctionnaires musulmans dans les années 1950? Et qu'en auraient pensé les Européens d'Algérie auxquels la seule idée du collège unique était apparue comme un sacrilège et une atteinte à leur souveraineté?

L'heure de l'indépendance étant proche, Belhaddad reçut l'ordre de gagner la métropole. C'est le cœur déchiré qu'il quitta sa terre natale, avec sa famille. Nous nous séparâmes avec une pénible émotion. Tant d'événements graves avaient scellé notre estime mutuelle et fait naître une profonde affection. Grâce à ce climat privilégié, nous avions pu supporter ensemble sans faiblesse une période tout particulièrement difficile. H

Jean MASSENDÈS

LE TEMPS DE L'ACHABA

L'« ACHABA » — cette sorte de mouvement pendulaire qui balance les populations semi-nomades de la partie orientale du secteur de Khenchela l'hiver, vers les confins sahariens, l'été, vers la pénéplaine du nord — constitue le seul fait humain, économique et même politique vraiment original de notre région.

Véritable « institution », au sens étymologique du terme, l'*achaba* ne touche qu'une partie, à la fois notable et bien définie, de la tribu des Ouled-Rechaïch. Celle-ci, d'origine berbère, à peine teintée, vers le milieu du XI[e] siècle, d'éléments d'ascendance arabe, occupe actuellement les terrains des douars Mahmel, Meggada et Tamarout, et leur migration périodique se relie aux mouvements parallèles que connaissent les territoires nemencha voisins appartenant au secteur de Tébessa.

Fières et farouches

Ces tribus, fières et farouches, n'ont jamais pu être entamées par les Turcs : plutôt que de combattre ceux qu'elles pressentaient plus forts, elles préféraient la méthode de la terre brûlée et c'est peut-être à cette tactique ancestrale qu'est due cette tradition de semi-nomadisme qui les mène encore. Nous n'omettrons pourtant pas d'ajouter que les maigres terres qui composent leurs zones d'implantation d'été ne sont pas suffisantes pour faire vivre des troupeaux qui, à eux seuls, constituent la majeure partie de leur mince fortune. Quoi qu'il en soit, les 375 000 hectares de terrains « arch » — de propriété communale, traduirons-nous approximativement — qui s'étendent de la montagne au chott Melrhir et ne sont guère constitués que d'étendues souvent peu propres à la culture, reçoivent bon an, mal an, plus de 3 000 familles, 10 000 chameaux et mulets, près de 100 000 ovins et caprins, quelque 3 000 chevaux ou bovins. Aux ressources de l'élevage viennent s'adjoindre celles de quelques cultures, souvent misérables, parfois miraculeuses si des précipitations suffisantes sont venues fertiliser les *enfidas* rongées de soleil.

L'année dernière, quelques caravanes seulement, canalisées par l'itinéraire unique qui leur offrait une certaine sécurité, s'étaient risquées timidement à reprendre la traditionnelle transhumance.

Mais l'été avait été mis à profit pour l'assainissement de la région, et des opéra-



Le chott du Hodna, au ▶ centre de la plaine du même nom : un marécage le plus souvent à sec. L'été, la chaleur y est torride.

Max Teboul



◀ Un T-6 survole les monts des Nemencha : un paysage sauvage au relief tourmenté ; une terre âpre et colorée, chatoyante sous les rayons ardents du soleil...

Missud

Caravane dans la ▶ région d'El-Kantara. Sur leurs mulets, les nomades ont entassé tous leurs trésors, y compris la volaille et le chien. Les femmes vont à pied.



Nomades dans les ▶ environs de Djelfa. C'est le domaine des Ouled-Nail, cette confédération de tribus qui descendraient des Arabes hilaliens.

L. Tribolet



Lever de soleil sur Fort-des-Lacs, dans la région d'Aïn-M'Lila : des lacs d'eau saumâtre assez activement exploités pour l'extraction du sel. ▼

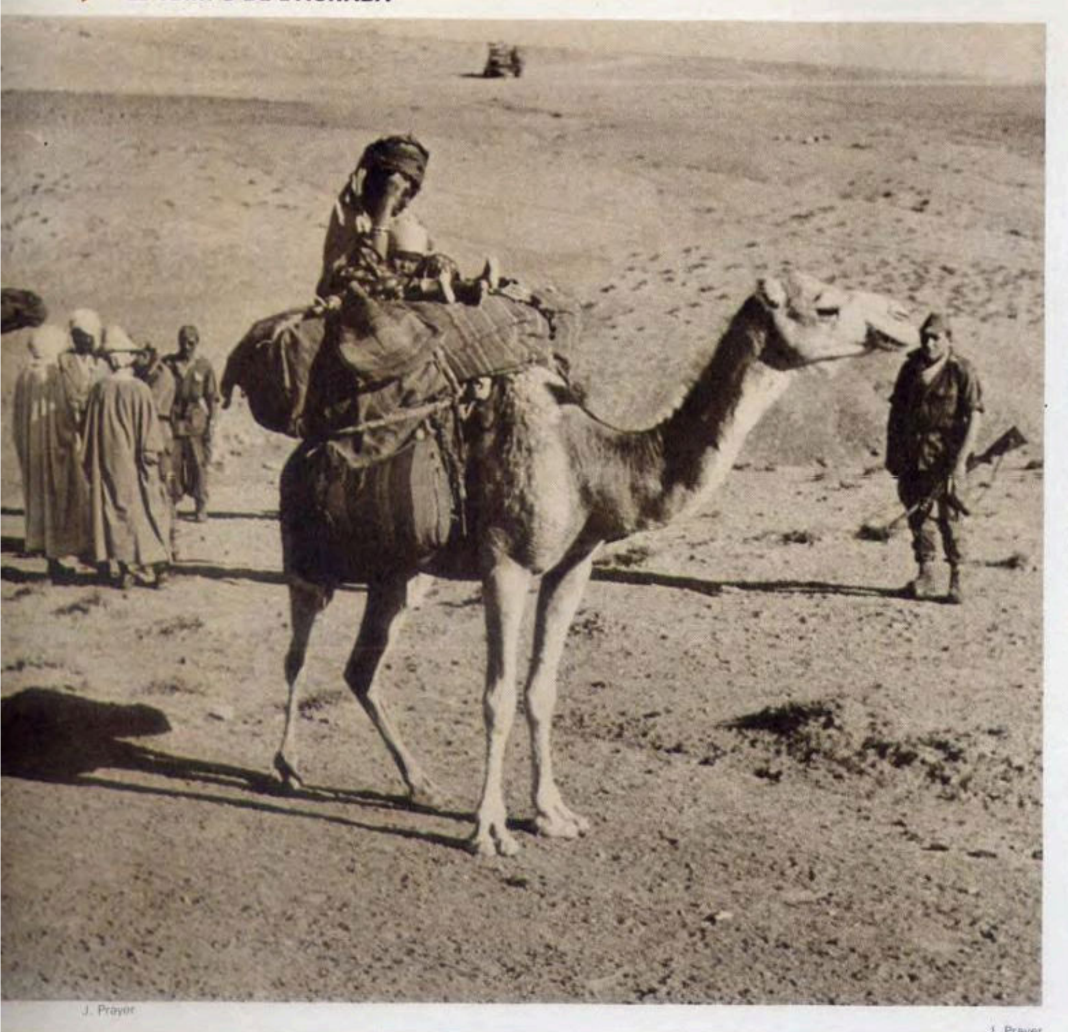
Marchadier

L. Tribolet

M.E. Boucher



Sur ce plateau ▶ rocheux, désert, à végétation presque inexistante, un troupeau de moutons et de chèvres cherche sa pitance. La migration périodique des tribus semi-nomades est due au fait que les maigres terres de leur zone d'implantation ne sont pas suffisantes pour faire vivre leurs troupeaux.



J. Prayer

les bandits locaux n'ont plus la "baraka"

tions heureuses ont enfin permis de débarrasser définitivement la contrée des deux principaux chefs de bande qui la terrorisaient. Coup sur coup, Amar « Rafale » et Abdelhamid Daoudi, jusque-là insaisissables et qui de ce fait avaient bénéficié auprès de leurs frustes et naïfs coreligionnaires d'une flatteuse et inquiétante réputation d'invincibilité, étaient tombés sous les balles de nos chasseurs à cheval : à maintes reprises déjà, ils avaient échappé de justesse à nos pelotons de poursuite, découplés sur des renseignements apportés à nos harkis ou mokhazni par les populations elles-mêmes. Car la cruauté incroyable de ces bandits locaux avait fini par révolter les rudes Nemouchis, pourtant peu enclins à la sensiblerie; rares étaient les familles qui n'avaient pas à venger l'égorgement d'un des leurs : l'étau se resserrait progressivement, et la *baraka* des tueurs ne pouvait pas durer.

Déjà, sur les souks de Babar, Tazouguert ou Zoui, la détente était visible : plus de visages fermés sur le passage de l'officier S.A.S., qui s'entretenait familièrement avec ses administrés; et les enfants étaient bien loin de bouder l'éclatante musique d'infanterie qui était venue à plusieurs reprises donner aux marchés des Ouled-Rechaïch un air bon enfant de kermesse champêtre.

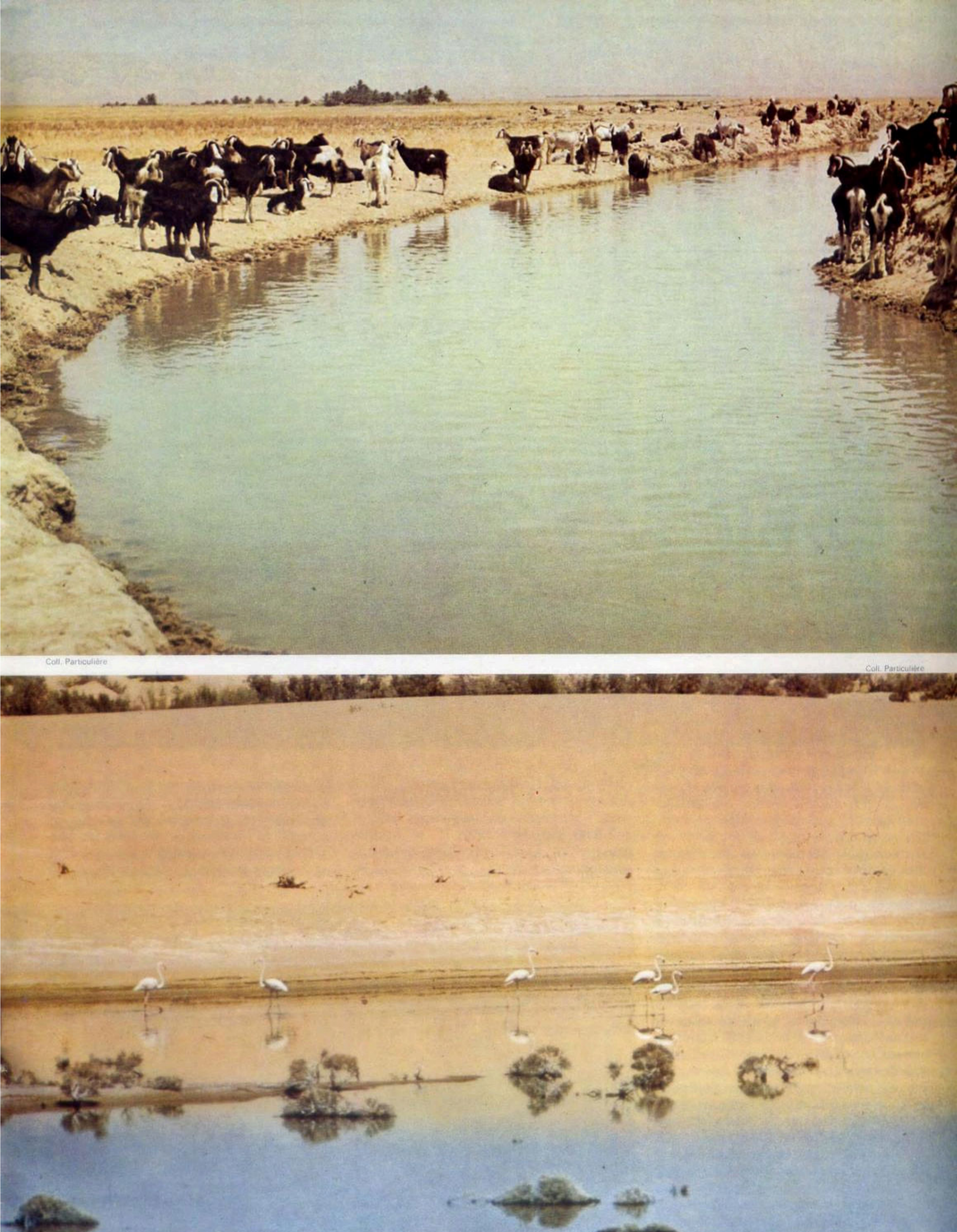
Bien sûr, la paix n'était pas complètement revenue; les rebelles avaient fait plusieurs tentatives pour reprendre en main une population qui, ils le sentaient bien, leur échappait. La veille du départ de l'*achaba*, au point de rassemblement des caravanes, un mot d'ordre avait couru, interdisant aux chefs de famille de laisser matriculer leurs *khaïmas*, les traditionnelles tentes brunes en poil de chèvre : il ne fallait pas que l'aviation pût, en contrôlant leurs déplacements par leurs numéros, distinguer des vrais transhumants les patrouilles rebelles ayant réussi à contourner le barrage frontalier. De fait, il s'était produit à ce premier départ un flottement

Entre Biskra et El-Oued, la route traverse un paysage ▶ aride, désolé. Pourtant, que de scènes charmantes ! *Ci-dessus à droite :* un troupeau de chèvres se désaltère dans les eaux claires d'un oued. *Ci-dessous à droite :* des flamants aux pattes graciles dont la silhouette élégante se reflète dans l'eau peu profonde.



J. Prayer

◀ *En haut :* pour protéger les nomades d'une attaque possible du F.L.N. lors de l'*achaba,* des militaires ont été chargés d'assurer leur sécurité. *A gauche :* les *babor es-Sahra,* ces « vaisseaux du Sahara » à la silhouette dégingandée, à la moue dédaigneuse, capables de réaliser de longues courses dans le désert.



Coll. Particulière

Coll. Particulière

◄ **Devant lui, le Sahara immense, terre de solitude et de désolation. Près de lui, ses chèvres dont les poils serviront à confectionner les *khaïmas*, ces tentes faites de longues bandes tissées, réunies les unes aux autres et soutenues par des mâts qui peuvent atteindre trois mètres de haut, lorsqu'il s'agit d'une *khaïma* riche.**

Repos du dromadaire. Il peut porter jusqu'à 250 kilos de charge. Sur le dos, on lui met deux sacs dont les angles sont attachés par des anneaux de corde ; ces anneaux sont introduits l'un dans l'autre et retenus par une petite baguette en bois. Pour le déchargement, on enlève la baguette et les deux sacs tombent au sol.

Ferraci

et des scènes dignes des temps bibliques

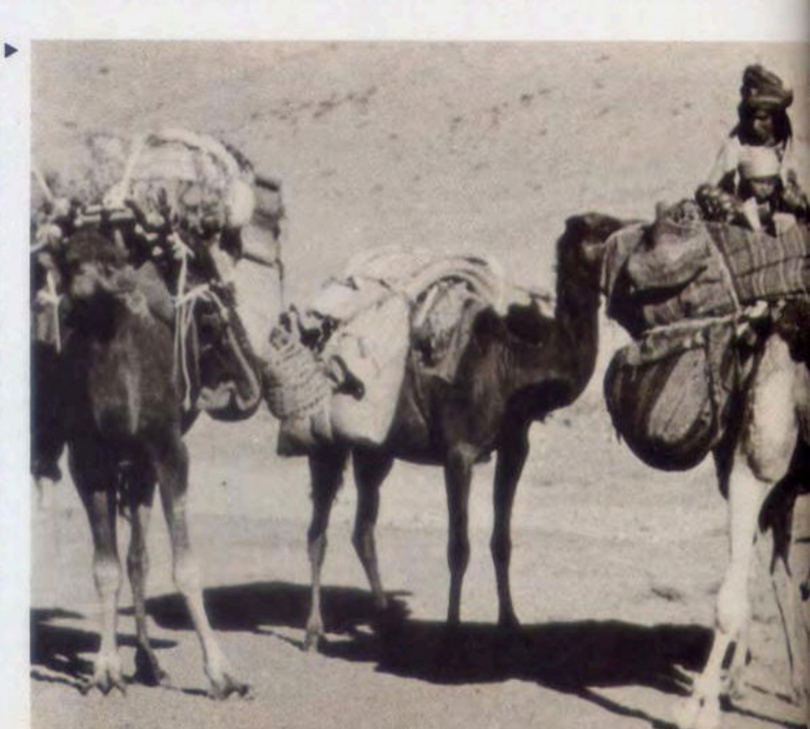
suffisant pour entraîner à la dernière minute une vague de prudents désistements.

Quinze jours avaient été employés à reprendre les formalités et surtout à recréer la confiance. Deux itinéraires avaient été tracés à travers les montagnes rocailleuses et désolées des Nemencha entre les mornes horizons d'alfa du Nord et la platitude infinie de la terre au sud des « Gerguitts », la dernière ride de l'Atlas saharien. Sur chaque itinéraire, un escadron d'escorte assurait la sécurité, et à l'arrivée au point central des Oglats, à l'emplacement même où aurait lieu le souk hebdomadaire des transhumants, la S.A.S. nomade et sa harka montée avaient précédé l'*achaba*.

C'est d'hélicoptère qu'il fallait voir se dérouler, à travers les gorges encaissées ponctuées de lauriers-roses, le long ruban des caravanes : à perte de vue, sur plus d'une vingtaine de kilomètres, le fourmillement des bêtes et des gens s'égrenant le long de la piste, s'entassant de temps à autre à la faveur d'un point d'eau ou s'embouteillant en amont d'un étranglement. De loin en loin, une jeep, un camion ou une automitrailleuse en vedette sur une crête, ou pour surveiller un passage difficile.

Si du ciel, le spectacle était extraordinaire, c'est à terre qu'il fallait descendre

Les militaires ne font pas que servir d'escorte aux nomades. Ils doivent aussi effectuer des contrôles car il arrive que des maquisards cherchent à se glisser dans les caravanes, au milieu des vrais transhumants. Les caravanes courantes sont de l'ordre de quarante chameaux, mais comprennent quelquefois jusqu'à deux cents bêtes. Les *achabas*, elles, regroupent plusieurs caravanes. ►



Ferraci

pour goûter vraiment le pittoresque de certaines scènes dignes des temps bibliques: les chameaux dédaigneux avançant de leur pas élastique ou trottant l'amble sous l'effet des coups de trique, portant d'invraisemblables charges miraculeusement équilibrées, à base de *tellis* aux rayures fauves contenant la précieuse réserve de grains. A côté trottinaient les chameaux adolescents, tout de peluche marron et qu'on aurait dits descendus d'un rayon de jouets, et les chamelons, attendrissants de gaucherie. Les femmes — car cet exode est une fête — ont revêtu leurs plus beaux atours et arborent sous leurs lourds bijoux barbares d'argent, des robes ou des foulards aux couleurs vives, rouges, jaunes, violettes, ou de ce bleu canard qu'elles affectionnent particulièrement. Juchées au sommet des bâts sur un amoncellement de tapis et de couvertures rayées aux tons criards, elles tiennent leurs marmots qui dodelinent de la tête au pas des bêtes. Les bourricots — ces maudits —, portant plus lourd qu'eux, disparaissent sous des charges multiples : les ustensiles ménagers, les lourdes meules de pierre qui serviront à moudre et dont le modèle n'a pas changé depuis vingt siècles, les marmots et les chiots pêle-mêle, souvent quelque volaille étique, attachée par une patte et qui piaille en s'ébouriffant, sans oublier la bouilloire qui, à l'étape, dans l'âcre odeur de fumée du thym sauvage, servira à faire le thé.

Des chiens jaunâtres et hargneux

Des centaines et des centaines de chèvres indisciplinées, des milliers et des milliers de moutons vaguement conduits par des chiens jaunâtres et hargneux, de fiers cavaliers montant d'ailleurs plus souvent des mulets enrubannés de pompons que des pur-sang, de la poussière, des cris, des chants monotones, des rires, surtout cette année; cohue pittoresque, enjouée, à laquelle se mêlent d'anachroniques soldats casqués, bons enfants et rigolards qui s'efforcent de mettre un peu d'ordre et aident à redresser un bât qui chavire sous le poids d'une grand-mère cachant sa frayeur dans un grand rire édenté.

Après quatre jours d'étapes, l'*achaba* arrive, est arrivée. Bien sûr, le S.A.S., entouré de ses mokhazni, est là. Sa première tâche : procéder à la répartition des terrains de parcours où chacun se rend incontinent. Tout de suite, on se met à la recherche de l'eau, de cette eau indispensable aux hommes comme aux bêtes et qui, de surcroît, pourra être utilisée à quelque irrigation. L'oued est à sec mais si l'on creuse le sable il s'humectera presque tout de suite, généralement. D'autres plus courageux encore ont apporté de la montagne des pierres avec l'espoir de construire un barrage rudimentaire qui leur permettra de quadrupler au moins les surfaces qu'ils veulent irriguer. Par chance, le spécialiste de l'hydraulique est là et avant de se livrer à l'étude d'un futur ouvrage léger qui transformera en Mésopotamie cette aridité, il donne quelques conseils. « Allons, Brahim, avec ton chèche d'une blancheur éclatante et ton burnous marron, tu as de la chance : cette année sera bonne pour toi et les tiens. »

Au centre du dispositif, comme disent les militaires, le souk d'Oglat-el-Baara, ressuscité pour la circonstance, permet aux nomades de se ravitailler; il constitue

J. Prayer



Durand

Vol de flamants sur un chott : un tableau d'une rare beauté qui n'est pas sans évoquer, par la délicatesse des couleurs, certaines peintures sur soie chinoises.

une pluie bénéfique qui gonflera les oueds

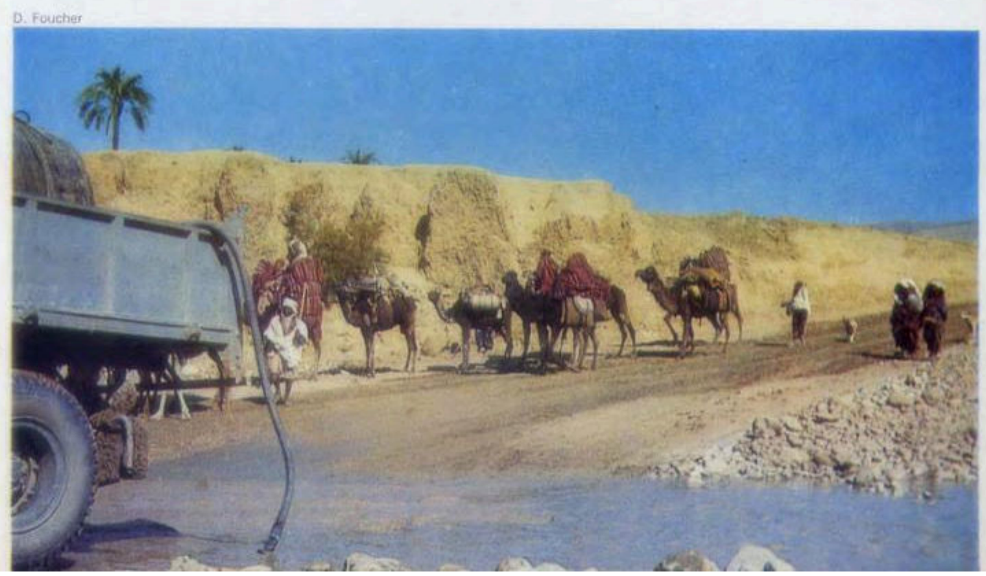
aussi le port d'attache du S.A.S., le centre d'où, entouré de ses cavaliers, il pourra rayonner, régler, ordonner, aider aussi.

Le colonel commandant le secteur va repartir et son *Alouette* au point fixe soulève déjà des flots de poussière. Il quittera avec regret cette réunion des maires, réunion euphorique s'il en fut, où, sous la présidence du S.A.S., on échange les derniers potins de ce qui est déjà le désert. Le vent s'est levé. Sans doute apportera-t-il les nuages que l'on voit là-bas, et avec eux la pluie, cette pluie bénéfique qui va gonfler les oueds, faire germer les semences, apporter son incroyable fertilité. Décidément, l'année aura été heureuse : le climat politique est bien meilleur que les années passées et chacun sent que, cette fois, la paix est en marche.

L'*Alouette* a décollé et quelques gouttes tombent déjà. Encore deux ou trois grosses pluies d'ici à la récolte de février et la moisson sera abondante. L'an prochain, les Ouled-Rechaïch mangeront à leur faim et sans que l'administration ait à y veiller, et cela compte pour beaucoup dans le bilan de la pacification. H

Colonel MILLIER (E.R.)

D. Foucher



Une caravane, après une longue course, arrive à un point d'eau sur la piste menant à Branis et à Djemmorha, aux environs de Biskra. Pour les hommes comme pour les bêtes, une halte bienfaisante. A Branis, palmiers et arbres fruitiers d'Europe se côtoient.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebélo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétaire de rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Lgup Pellé*
Services des Ventes : *Georges Darmon*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
Tél. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14°. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(Octobre 1961)

FRANCE

2 : allocution du général de Gaulle (Berlin-Algérie).
2 : Conseil interministériel (problèmes agricoles).
5 : à la suite de la recrudescence du terrorisme à Paris, le couvre-feu à 20 heures est rétabli pour les Algériens.
10 : manifeste de trente parlementaires musulmans.
11-14 : visite du chah et de l'impératrice d'Iran.
17-18-20 : manifestations musulmanes à Paris, violents incidents.
18 : grève dans les secteurs nationalisés.
21 : réponse à la note tunisienne sur Bizerte.
23 : visite du président Léopold Senghor.
26 : grève de vingt-quatre heures à la S.N.C.F. et la R.A.T.P.
27 : grève à l'E.D.F.-Gaz de France.
30 : communiqué commun F.O., C.F.T.C., C.G.T., U.N.E.F. sur la répression des manifestations musulmanes.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

2 : grèves à Alger et Oran après un mot d'ordre O.A.S.
7 : remaniement du gouvernement tunisien.
13 : la Syrie devient le 101e membre de l'O.N.U.
14 : assassinat du commandant Post.
18-22 : visite du président Senghor en Tunisie.
21-22 : Conseil national de l'Istiqlal.
23 : violents incidents à Oran.
23 : l'Éthiopie reconnaît de jure *l'État d'Israël.*
24 : déclaration de Ben Khedda sur l'indépendance.
27 : conférence de presse de Louis Joxe à Rocher-Noir.
30 : assassinat du commissaire de police Pélissier.

AFRIQUE

20-22 : Colloque d'Antsirabé.
21-22 : Conseil de l'Entente à Abidjan.
23 : Katanga : signature d'un accord avec l'O.N.U.
30 : bombardement du Kasaï.

AMÉRIQUE

4 : signature de la loi d'accord atomique entre la France et les États-Unis.
6 : rencontre Kennedy-Gromyko.
9 : le P.C. est mis hors la loi aux États-Unis.
19 : lancement par les États-Unis d'un satellite « Midas ».

EUROPE

4 : élections générales en Irlande.
7 : arrestation par les autorités espagnoles des activistes français résidant à Madrid.
8 : note soviétique aux Occidentaux sur la question de Berlin.
18 : note soviétique aux Occidentaux sur les couloirs aériens.
24-28 : visite du président Senghor en Grande-Bretagne.
27 : note britannique à l'U.R.S.S. sur le Sud-Vietnam.
28 : explosion nucléaire d'une bombe soviétique de 50 mégatonnes.
30 : note soviétique à la Finlande (défense commune).

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



FEU VERT : DIALOGUE PARIS-G.P.R.A.

Sommaire

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 4e trim. 1973. — N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — **N° 349 - 22 Octobre 1973.**



La Fédération des étudiants nationalistes (F.E.N.) est un des mouvements d'opposition les plus actifs en métropole. Ses dirigeants multiplient tout au long de l'année 1961 réunions, diffusions de tracts et de brochures de propagande, manifestations dans les locaux des universités. Les heurts ne manquent pas avec leurs adversaires de l'U.N.E.F.

HISTORIA
magazine
Supplément au numéro 349

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...

L'article de M. P.-A. Lambert dans votre numéro 325 d' « Historia Magazine » est une lumineuse démonstration. Il laisse pourtant supposer que le commandant Mouhas, maire de Tlemcen, était le représentant qualifié de cette population musulmane qui s'égosillait, poussée par on ne sait quel intérêt immédiat ou lointain, à crier « Vive de Gaulle! » pour affirmer sa volonté de se dissocier de la France dans une République algérienne indépendante.

Erreur profonde! Interprétation subjective de l'événement.

N'oublions pas que de Gaulle avait été placé à la tête de la République française pour conserver l'Algérie à la France. Le mythe de cette finalité était ancré dans le subconscient de l'humble peuple des campagnes, de ceux pour qui la parole d' « un monarque au moment du sacre » est une et reste « sacrée ». Personne ne pouvait croire à l'aboutissement du 19 mars 1962.

Le commandant Mouhas, moins que tout autre, ne pouvait envisager et souhaiter pareille hypothèse. Ses paroles de bienvenue à de Gaulle le prouvent d'ailleurs.

Commandant de tirailleurs en retraite, marié à une Européenne, converti au catholicisme, il n'ignorait pas ce qui l'attendait en cas de mainmise du F.L.N. sur l'Algérie.

L'Algérie livrée aux tueurs du « Front », le commandant Mouhas a quitté précipitamment Tlemcen et le territoire algérien au même titre que de nombreux pieds-noirs. Conscient de l'engagement qu'il avait pris au sein d'une troisième force englobant tous ceux qui rejetaient les solutions extrêmes, il savait (avec ou sans O.A.S.) qu'il ne pouvait avoir sa place dans une République algérienne indépendante sous contrôle F.L.N. Il a fui le paradis de Boumediene, comme ont fait le colonel Chérif et, je crois, le commandant Bel-Habich.

M. J. P..., 66000 Perpignan

Coll. Dubief



Le poste militaire partage souvent son ravitaillement avec les familles regroupées.

★

Les articles sur le développement et l'action du F.L.N. en métropole, parus dans « Historia Magazine » *Guerre d'Algérie*, n° 58, méritent les précisions suivantes.

1. Après l'arrestation de ses chefs en 1957, la direction du F.L.N. en métropole s'est trans-

Opinions...

portée en Suisse, en Belgique et surtout en Allemagne. Le Front bénéficia en République fédérale du soutien du Sozialist Partei Deutschland et des affinités pour les mouvements nationalistes nord-africains nées au temps du nazisme.

Les leaders de la Fédération de France ne se réunissaient pas à Bonn, mais tantôt à Aix-la-Chapelle, tantôt à Düsseldorf.

2. En 1958, le 2e bureau d'Alger estimait à 12 milliards de francs anciens les sommes, provenant des « collectes » opérées en France, déposées chaque année dans les banques étrangères. Les transferts de fonds s'opéraient par le canal des banques suivantes (et assez rarement par passeurs clandestins de devises ou d'or) :

a) plusieurs banques suisses (la Société de banque tangéro-suisse notamment);

b) la Banque extérieure d'Espagne;

c) la Société tunisienne de banque;

d) la Deutsche Bank de Francfort.

Une banque suisse, de Zurich, obtenait, sans difficulté apparente, des francs algériens contre des francs métropolitains!

3. La Main-Rouge, qui, entre autres activités, élimina Ahcène, n'était pas une organisation ultra. Cette dénomination, qui



Constantine : l'ex-place de la Brèche, débaptisée et devenue maintenant le square Bennaceur-Bachir.

LA RENCONTRE PASTEUR GRELLET-PRÉFET BELHADDAD

Le pasteur Grellet, nouvellement nommé à Constantine (arrivant de métropole), est allé se présenter au préfet Belhaddad vers la mi-octobre 1961.

Il a été aimablement accueilli et, au cours de la conversation, M. Belhaddad lui a raconté combien il avait apprécié la courte visite que lui avait rendue le pasteur Moussiegt en avril 1961, au moment du flottement des autorités militaires et civiles de Constantine, alors que les paras s'approchaient de la ville et qu'avec courage M. Belhaddad avait décidé de rester à la préfecture, quoi qu'il arrive. Le pasteur Moussiegt avait simplement assuré le préfet que la communauté protestante priait tous les dimanches pour les autorités et qu'en cette heure difficile il tenait à le lui dire.

Ensuite, la conversation a porté sur les événements du 5 juillet et sur les manifestations annoncées pour le 1er novembre. Je peux dire que j'ai rencontré là un homme déchiré qui m'a répété à plusieurs reprises : « Je ne suis pas préfet pour comptabiliser les cadavres de musulmans... »

Comment faire pour éviter que le sang ne coule à nouveau?

J'ai eu l'impression d'un homme très seul, assumant avec beaucoup de courage ses responsabilités écrasantes, mais ne voyant pas d'issue pour éviter le pire.

Peu de jours après, M. Carbonare venait me trouver pour me dire qu'ayant rencontré dans la Medina des responsables F.L.N. de ses amis, ceux-ci lui avaient parlé de leur détermination d'organiser une manifestation populaire massive à l'occasion du 1er novembre, mais en même temps d'éviter si possible un affrontement avec les forces de l'ordre. Je précise que M. Carbonare ignorait alors mon entrevue avec M. Belhaddad. J'ai aussitôt pris un nouveau rendez-vous avec le Préfet via M. Massendés, et suis allé lui exposer ce que j'avais appris. M. Belhaddad a été tout de suite intéressé de constater le désir commun d'éviter le pire. Il y a eu ensuite un léger retrait de sa part dans les jours qui ont suivi, car il désirait être couvert par Jean Morin et ne savait sans doute pas comment sa demande serait reçue... pendant ce temps, les responsables F.L.N s'impatientaient.

Enfin le principe d'une rencontre secrète a été arrêté, et de part et d'autre l'hospitalité de mon appartement de fonction situé au 1er étage du temple protestant de la place Behagle, en plein quartier européen de Saint-Jean, a été acceptée.

Si Bachir est arrivé une heure avant l'heure fixée, et j'ai eu avec lui un entretien que je n'oublierai jamais, en tête à tête, dans mon bureau. Je lui ai parlé en particulier des attentats aveugles commis par le F.L.N. et qui rendaient la crédibilité des promesses concernant l'avenir de la cohabitation des deux communautés, tout à fait douteuse ; la veille encore un sergent chef avait été assassiné en ville... Après une longue discussion, il m'a déclaré : « Je vous promets que les attentats vont cesser immédiatement. » Il a tenu parole puisque malgré les plastics de l'O.A.S., il n'y a plus eu d'attentats F.L.N. jusqu'au 9 février 1962 ; ce jour-là, en réponse aux attentats O.A.S., et en particulier à la vingtaine de grenades offensives dont les marchands de beignets du quartier Saint-Jean ont fait les frais le jeudi 7 février, un attentat a été commis à midi sur la place de la Breche, contre l'aspirant Pierre Gœtz de la S.A.S. d'El Attabbia, lui aussi un de mes paroissiens et ami, mort à Alger 15 jours



voulait frapper les imaginations, couvrait en réalité un organisme très officiel.

4. Contrairement à ce que crut comprendre M. Rosenberg, le G.P.R.A., comme le C.C.E. précédemment, persista à réclamer l'indépendance comme préalable à toute négociation sur un cessez-le-feu. Pour tous les dirigeants de la rébellion, les « mous » ne s'opposant aux « durs » que sur des questions de détail mais jamais sur l'essentiel, on ne pouvait en quoi que ce fût transiger sur le principe de l'indépendance ni sur la reconnaissance du G.P.R.A. comme représentant exclusif du peuple algérien. En janvier 1960, d'ailleurs, le général de Gaulle dénoncera publiquement cette prétention.

5. Le G.P.R.A. se serait laissé arracher, en 1958, par la Fédération de France, l'autorisation d'étendre le terrorisme à la métropole!... C'est oublier les messages incendiaires émanant du Caire dès le 1er novembre 1954. Lors de son départ pour l'Égypte, Ferhat Abbas ne déclara-t-il pas lui-même que la guerre serait portée en France? Dès 1954, il y eut aussi en métropole des victimes civiles. Devant leurs juges, soutenus par leurs avocats, preuves à l'appui, les terroristes arrêtés ne réclamaient-ils pas le traitement de prisonniers de guerre? Ils avaient agi sur l'ordre de leur gouvernement. Alors?

La recrudescence du terro-

(Suite page VI)

après. Cet attentat a été tellement surprenant après l'accalmie de plus de 3 mois, que d'emblée on l'a attribué à l'O.A.S. qui en voulait aux S.A.S. à cause de leurs contacts avec les masses musulmanes... mais il n'était que le premier d'une série qui devait s'achever avec le cessez-le-feu... alors que l'O.A.S. a continué à se manifester jusqu'au 10 juin (plasticage de l'Académie, et quelques assassinats d'isolés à Saint-Jean).

A un moment de notre conversation Si Bachir a porté les regards sur la photo de mon frère, sur la cheminée, et m'a demandé : « Qui est-ce ? »; je lui ai alors raconté la manière dont mon frère avait compris son rôle d'officier parmi les populations du Chettabba, et comment il y avait perdu la vie, garçon de 25 ans, ingénieur agronome, futur pasteur, marié depuis 7 mois... Je n'oublierai jamais les larmes qui passèrent dans les yeux de Si Bachir.

Il me raconta comment, étudiant en médecine à Alger, il avait pris le maquis après la grève des étudiants musulmans, avait été fait prisonnier par l'armée française, s'était évadé et avait repris le combat...

J'ai appris, après l'indépendance, qu'à ce moment-là lui aussi était jeune marié, sa jeune veuve a travaillé ensuite comme infirmière au lycée de filles de Constantine (Laveran).

Ensuite M. Carbonare est arrivé et enfin MM. Belhaddad et Massendès; effectivement le premier contact fut assez froid, et la discussion très serrée. Il fallut déployer beaucoup de diplomatie pour aider les interlocuteurs à dialoguer de façon constructive. On en arriva enfin à la suggestion d'un itinéraire établi d'avance pour éviter tout affrontement avec les postes militaires barrant certains accès. Mais il fallait un plan de la ville pour tirer ça au clair... On me demanda d'en trouver un, mais après un rapide tour de ville aux librairies Chapelle et Macchi, je revins bredouille (la librairie Chapelle a imprimé un plan de la ville en janvier 1962...) et trouvai heureusement le plan du calendrier des P.T.T. sur lequel on continua à travailler pour arriver à un avant-projet d'accord. M. Belhaddad était décidé, pour éviter les excès, à se priver d'une partie des troupes dont il n'était pas sûr (en particulier un régiment de bérets rouges – dragons parachutistes).

Mes hôtes se retirèrent alors d'une manière échelonnée et l'on convint d'une nouvelle rencontre, chacun ayant besoin de convaincre ses subordonnés.

Cette deuxième rencontre eut lieu peu de jours après, vers le 29 ou 30 octobre, selon le même scénario. Il fut convenu que, le 1er novembre, une liaison téléphonique permanente serait assurée entre la préfecture et M. Carbonare, installé dans la médina pour la journée, afin d'intervenir immédiatement en cas de difficulté; le téléphone eut à fonctionner, mais à part une légère bousculade, il n'y eut aucune victime à déplorer malgré l'ampleur de la manifestation. Le F.L.N. avait fait la preuve qu'il encadrait parfaitement la population de la ville.

A Constantine, d'octobre 1961 à juin 1962, à plusieurs reprises, les dégâts ont été sérieusement limités pour les populations européenne et musulmane grâce à la bonne volonté d'hommes qui sont restés lucides et ont pris de gros risques dans une atmosphère de panique démentielle. Vous connaissez maintenant le nom de quelques-uns d'entre eux, mais ils furent rares !...

M. F. G...,
69220 Belleville-sur-Saône

— TÉMOIGNAGE

La légende d'une photographie publiée dans « Historia Magazine » *la Guerre d'Algérie*, n° 45, page 1351, et illustrant l'article de J.-P. Brésillon : « La pacification ignore la guerre », m'amène à vous donner quelques précisions relatives à l'enseignement primaire en Algérie à la veille de la Toussaint 1954...

Il ne faudrait tout de même pas laisser s'accréditer l'idée que la France avait négligé, là-bas, les problèmes de l'enseignement.

Le budget ordinaire de l'Algérie, exercice 1953-1954, avait prévu 13 579 000 000 de francs de l'époque pour le fonctionnement des services de l'Éducation nationale, soit le sixième de ce budget. De plus, 5 milliards figuraient au budget extraordinaire de la colonie pour les constructions et l'équipement scolaires.

C'est dire l'importance considérable qu'accordait le gouvernement général de l'Algérie aux problèmes de l'enseignement, dont la France s'est préoccupée, d'ailleurs, dès les premières années de sa présence sur le sol algérien.

En 1832, en effet, trois écoles françaises furent fondées à Alger et leurs portes ouvertes aux jeunes musulmans. A partir de 1836, des écoles « maures françaises » furent créées à Alger et dans les principaux centres urbains, jusqu'à ce que s'organisât, après 1883, à l'instar de la métropole, l'enseignement primaire algérien.

Toutefois, la population scolaire ne présentant pas l'homogénéité de celle de la France, deux sections furent mises sur pied : l'enseignement primaire des indigènes et l'enseignement primaire des Européens. La première adaptait les programmes et les méthodes de l'enseignement métropolitain aux conditions et aux besoins particuliers des milieux musulmans.

Cette division, surtout sensible dans les campagnes, s'atténua dans les villes où les relations entre éléments européens et musulmans se firent sans cesse plus étroites.

A la fin de la guerre 1914-1918, l'évolution était déjà très sensible. En 1945, l'effectif de l'enseignement primaire des indigènes était de 125 000 élèves, tandis que 40 000 jeunes musulmans fréquentaient les écoles primaires normales, où était alors scolarisé un total de 151 000 enfants.

L'effort accompli entre 1883 et 1945 peut paraître modeste si l'on considère qu'il y avait, à cette dernière date, 1 285 000 enfants non scolarisés.

Tout était à créer en Algérie, au fil des ans, où l'extrême dispersion et l'instabilité des populations rurales, dans de nombreuses régions offraient un obstacle incessant à une scolarisation efficace.

L'œuvre scolaire, à quelques mois de la naissance des événements de novembre 1954, avait reçu une impulsion vigoureuse, par l'application du décret du 27 novembre 1944, qui avait prévu, en vingt ans, l'ouverture de 20 000 classes, selon un rythme croissant et à la cadence de 600 classes annuellement.

Le plan de scolarisation fut scrupuleusement observé et dépassé. Ainsi, à la rentrée d'octobre 1952, le nombre des classes ouvertes dépassait de 220 le chiffre initialement prévu au plan. Au. 31 mars 1953, 3 092 classes avaient été construites et 915 étaient en cours d'exécution.

Bien des points du vaste territoire algérien furent ainsi progressivement accessibles aux bienfaits de l'instruction selon une loi d'urgence établie par les conseils généraux et par l'Assemblée algérienne. On vit même des tribus pastorales des parcours sahariens et de l'extrême Sud avoir leurs écoles nomades.

L'œuvre de scolarisation se traduisit en 1953-1954 par l'édification d'écoles confortables, bien adaptées à leur rôle et au milieu ethnique.

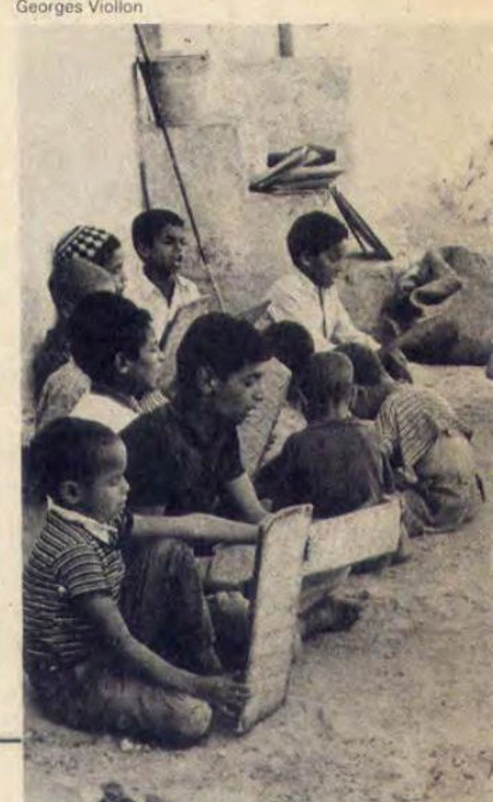


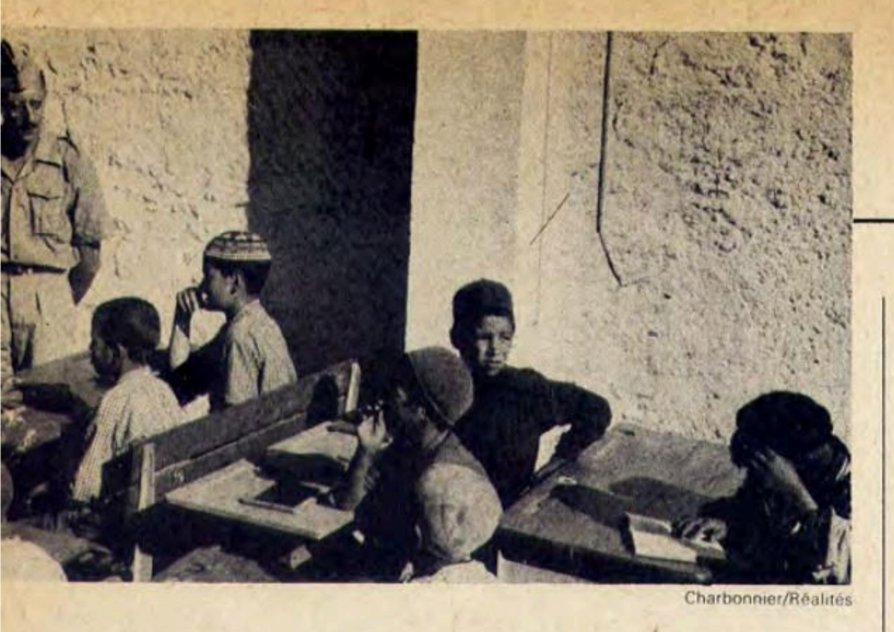
Oudjima. Le toit n'est pas encore posé mais, en attendant, les militaires instituteurs commencent les cours.

Le personnel enseignant était recruté à la fois sur place, grâce aux promotions sortant de six écoles normales d'Algérie, et également en France. Les jeunes instituteurs ou enseignants métropolitains accomplissaient, avant d'entrer en fonctions, un stage d'une année dans une section d'adaptation instituée dans le cadre des écoles normales d'Alger-Bouzaréa et de Constantine. Il y a lieu, à ce propos, de souligner la qualité des résultats obtenus du point de vue pédagogique.

Un décret du 5 mars 1949, en fusionnant les anciens ensei-

Georges Viollon




Charbonnier/Réalités

gnements français et français musulman, a enfin réalisé une réforme d'une portée sociale indéniable. Aucune discrimination n'était faite entre élèves musulmans et européens. Il a fallu cependant, par nécessité pédagogique, instaurer des « classes d'initiation », dans lesquelles, durant une année, nombre de petits musulmans, surtout dans le bled, purent acquérir un usage suffisant de la langue française pour pouvoir rejoindre utilement leurs condisciples d'origine européenne.

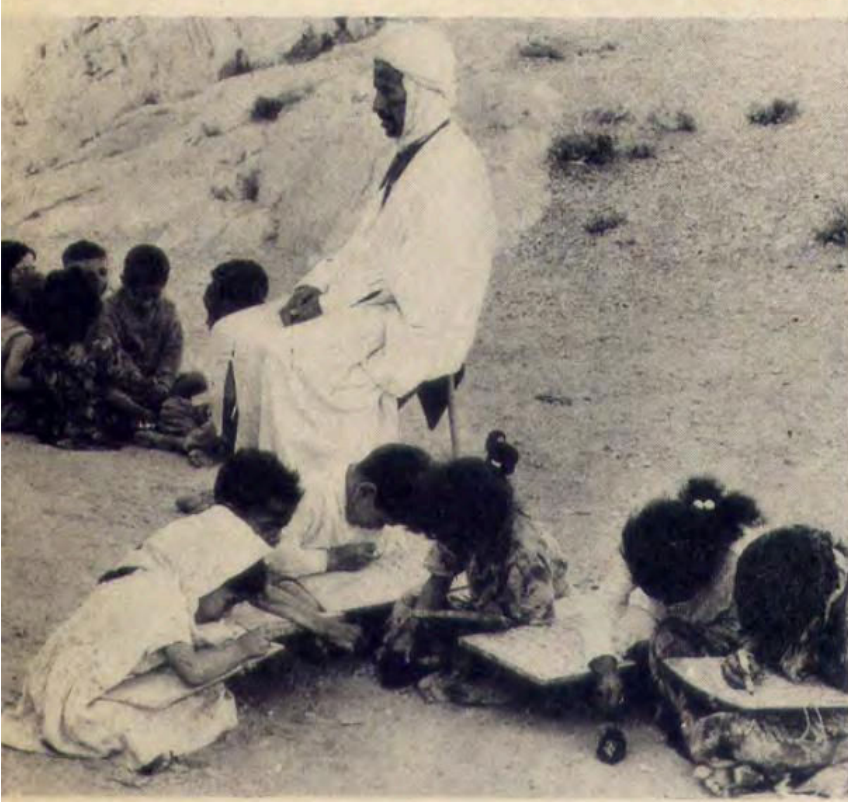
Il a souvent été écrit, à cette époque, que l'école primaire en Algérie avait pris un essor solide et une place importante dans le rapprochement des esprits et des cœurs.

Le F.L.N. l'avait si bien compris qu'il détruisit nombre d'écoles du bled, afin de donner un coup de frein à la culture française qui le gênait considérablement dans son action.

J'ai retrouvé dans des documents personnels des chiffres traduisant diverses activités algériennes en matière d'enseignement, pendant l'année 1953, donc un an avant les événements qui allaient aboutir à l'indépendance de l'Algérie.

J'ai cru utile de les transcrire ci-contre à l'intention d' « Historia Magazine » *la Guerre d'Algérie.*

L'école coranique. L'instituteur dicte les versets que les élèves écrivent sur des planches avec des baguettes.



Enseignement primaire

Nombre total d'élèves . 449 036

Nombre total des classes construites par le service d'architecture du gouvernement général depuis la mise en route du plan de scolarisation 2 228

Nombre total des classes construites dans le cadre des travaux d'initiative communale (T.I.C.) (communes mixtes - communes de plein exercice) 554

Nombre total d'écoles . 2 485

Nombre total de classes 11 308

Nombre des logements de maître construits par le service d'architecture depuis la mise en route du plan de scolarisation 1 295

Nombre des logements de maître construits par les travaux d'initiative communale (T.I.C.) ... 554

Travaux en cours

Par le service d'architecture :

– nombre de classes 489

– nombre de logements ... 270

Par les travaux d'initiative communale (T.I.C.) :

– nombre de classes 170

– nombre de logements ... 125

Enseignement secondaire

Nombre total d'élèves .. 34 375

Enseignement supérieur

Nombre total d'étudiants au 1er juillet 1953 .... 4 954

Enseignement technique

Nombre total d'élèves pour tous les degrés 12 319

Écoles normales d'instituteurs et institutrices

Nombre d'élèves 1 040

Enseignement privé

Primaire (nombre d'élèves) 21 350

Secondaire (nombre d'élèves) 4 609

Résultats de quelques examens (session de juin 1954. Nombre d'élèves reçus)

Certificat d'études primaires 12 215

Brevet élémentaire 143

Brevet de fin d'études du 1er cycle 4 237

P. M..., 83100 Toulon

Opinions...

(Suite de la page III)

risme en métropole dans les semaines précédant le référendum a été un acte délibéré du G.P.R.A. Les ordres et les documents interceptés à ce sujet sont éloquents. C'est l'action policière, encouragée par les instructions d'un pouvoir raffermi, qui y mit un terme. L'ordre avait été donné de faire usage des armes contre les tueurs et les saboteurs. Ce qui fut fait...

Pourquoi, aujourd'hui, vouloir donner au G.P.R.A. un visage conciliant, humain, auquel il n'a, à l'époque, jamais prétendu?

Pas plus en 1958 que plus tard le G.P.R.A. ne donnera l'ordre à la Fédération de France de stopper les attentats, bien au contraire : plus de 2 500 musulmans et de 150 Européens tués en font foi...

Général J... (C.R.)



★

Permettez-moi de vous dire que vous avez omis de signaler dans vos n°s 234, « La ligne Morice », et 235, « La bataille des frontières », la présence et la participation du 6e régiment de cuirassiers. En effet, le 6e cuirassiers a passé plus de quatre ans sur cette frontière en partant d'El-Ma-el-Abiod jusqu'à Lamy et passant par Tébessa, Ouenza, Le Kouif.

Moi-même, ayant passé deux ans au sein du 3e peloton du 2e escadron, dont 22 mois sur le barrage comme chauffeur d'engins blindés — ce barrage Morice qui nous a coûté un lourd tribut, puisque sur 4 blindés que possédait le 3e du 2e escadron, 3 ont été mis hors de combat (mines, bazooka), un seul restant en état de combattre — je voudrais saluer la mémoire de nos camarades qui, au sein de leur unité, ont donné leur sang pour leur « France » et ceci parce qu'on le leur avait demandé. Je salue aussi nos officiers.

M. J. F...,
60240 Chaumont-en-Vexin

★



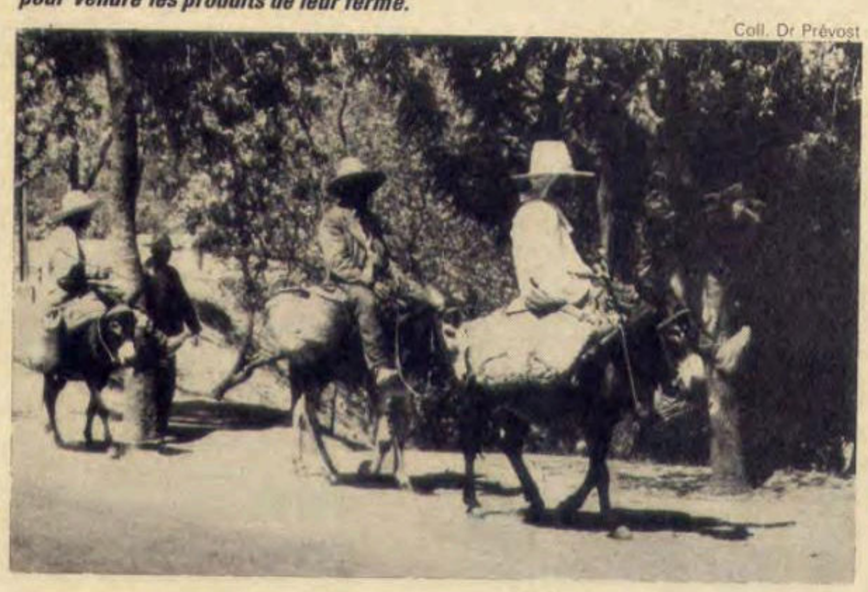
... J'en arrive à un problème que je connais un peu mieux. C'est celui du service de santé et du service vétérinaire. Il me semble qu'une parution sur chacun serait la bienvenue.

Le service de santé a bien œuvré en Algérie et a souvent été à la peine et à l'honneur (hôpitaux, internes et dans les unités). Il est peu de militaires qui n'aient pas eu à bénéficier de ce service d'une façon ou d'une autre.

En ce qui concerne le service vétérinaire de 1957 à 1962, toutes les promotions sortantes de « vétos » sont parties presque intégralement pour l'Algérie. Il faut dire que le travail ne manquait pas, puisqu'il fallait entretenir, entraîner, surveiller, nourrir sur le terrain et soigner plus de 2 000 chiens en pelotons cynophiles, les unités montées

Blida : la guerre n'est pas le premier souci de ces fellahs allant au marché pour vendre les produits de leur ferme.

Coll. Dr Prévost





Coll. Guy Berges

◄ ***Depuis l'Antiquité, le chien soldat a été utilisé. De nombreux commandos cynophiles furent créés en Algérie.***

de spahis, les compagnies muletières et les compagnies sahariennes encore montées en 1960. A cela s'ajoutait l'inspection des ordinaires, des mess, des magasins des subsistances de l'armée et de toutes les denrées alimentaires.

Toutes ces tâches n'étaient pas effectuées par les vétérinaires tout seuls. Ils étaient aidés par de jeunes garçons pleins de zèle et de dévouement. Pour certains, le fait, par exemple, d'être maître de chien constituait une façon un peu moins monotone et ennuyeuse de passer leur temps à l'armée. C'était pour eux, parfois, la révélation de ce que pouvait être véritablement un chien.

Les équipes « homme-chien » ont rendu tellement de services en éclairage, pistage, patrouille, garde, qu'il serait je pense aberrant de ne pas en parler.

Mais peut-être, et même certainement, y avez-vous déjà pensé.

Sinon, je suis sûr que vous pourriez vous attacher la collaboration de vétérinaires militaires qui pourraient vous faire, avec plaisir, un article court et concis illustrant tout ce qui vient d'être cité plus haut.

En outre, et dans un autre domaine, je pense que vous ne publiez pas assez de reproduction d'insignes des unités. Pendant toute la durée de cette guerre, la mode de la collection avait été lancée et il doit y avoir des collections particulièrement belles à voir et à reproduire. Je pense, plus particulièrement, aux insignes des compagnies sahariennes dissoutes déjà depuis une douzaine d'années et qui étaient magnifiques aussi bien dans leurs lignes que dans leurs couleurs (et de plus on ne les reverra plus!).

Dr C. C..., 19000 Tulle

Dans votre exemplaire portant le numéro 251, « Calvaire d'un préfet », page 1541, une erreur s'est glissée dans le commentaire illustrant la photo de M. Fouques-Duparc se rendant auprès de M. Lambert : il ne s'agit pas de l'avenue Stalingrad mais du boulevard Georges-Clemenceau, anciennement boulevard Séguin.

M. B. A...,
Saint-Amand-Thermal



Fidèle lecteur d' « Historia Magazine » *la Guerre d'Algérie*, j'ai remarqué dans votre numéro 253, page 1555, une photo d'un half-track qui sauta sur une mine à Lamy. Cela s'est produit en janvier 1960. J'ai reconnu ce véhicule de l'E.G.S. du 4ᵉ chasseurs, lieutenant-colonel de Saint-Germain. Le chauffeur s'appelait Zeis et le maréchal des logis-chef Joly a été tué par cette mine. J'avais personnellement gagné la frontière tunisienne à bord de ce half-track venant d'Aïn-M'Lila. Cet accident s'est produit une quinzaine de jours après mon départ de Lamy avec la « quille».

M. P. L...,
72140 Sillé-le-Guillaume



Dans votre nº 257 (55), la photographie centrale représente la ville de Bône, avec au loin, la cathédrale. Les lecteurs pourraient penser qu'il s'agit de la cathédrale de Bône. Or il s'agit de la basilique Saint-Augustin à Hippone. Dans cette basilique, située au milieu des ruines romaines, est abrité le tombeau de saint Augustin, mort en 430 à Hippone, sur l'emplacement de laquelle Bône a été construite.

Les militaires qui, comme moi, ont circulé sur la route Bône-Constantine (visible sur la photographie) ont encore à la mémoire l'imposante basilique perchée sur la colline.

M. Y. M...,
49590 Fontevrault-l'Abbaye

(à suivre)

reliez vous-même les numéros de votre collection

LA GUERRE D'ALGERIE



une reliure spéciale a été prévue elle contient 16 numéros

Sobre et moderne, elle est décorée sur le dos de quatre filets dorés en plein skivertex havane, avec le titre de la collection.

Vous pouvez vous les procurer en France chez votre dépositaire, ou à nos bureaux, 18 F franco, en écrivant à la Librairie Jules Tallandier/Historia Magazine "La Guerre d'Algérie", 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris 14e (dans ce cas, n'oubliez pas de joindre à votre commande votre titre de paiement : mandat, chèque bancaire ou virement postal au CCP 2778 70).

En Belgique :
au prix de 195 FB chez tous les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite Ile, 1070 BRUXELLES - CCP Bruxelles 416-69.

En Suisse :
au prix de 18 FS chez tous les dépositaires.

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL — Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C 351